NUMERO 619 PRIX : 5 F JANVIER 1976

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

NON AU SYNDICALISME D'UNION SACRÉE

Syndicats ou comités de soldats, conquête de l'armée, préconisés par les partis électoraux de la gauche traditionnelle ou par ceux qui pensent que le pouvoir est au bout du fusil, tel n'est pas spécialement mon propos.

Dans cette affaire du prétendu « complot contre l'armée », qui secoue depuis plus d'un mois tout l'arc-en-ciel politico-syndical — et qui est loin d'être terminée — ce que je conteste aux responsables syndicaux des diverses centrales, c'est leur prétention de nous mettre éventuellement le sac au dos en proclamant dès à présent, face aux suppôts de la réaction, leur loyalisme patriotique.

Je ne prétends pas, pour ma part, leur faire adopter les thèses de l'antimilitarisme pacifiste ou révolutionnaire, ce qui serait tomber dans le même travers, mais je voudrais savoir où et quand, dans quelles

par Nicolas FAUCIER

instances syndicales le ralliement à la défense nationale a-t-il été discuté et approuvé ; dans quel congrès les a-t-on mandatés, les uns et les autres, pour nous entraîner comme des moutons sur « les sentiers de la gloire » ?

Car le fait est là, tous, avec une touchante unanimité, répondant à la mise en demeure qui leur était faite, se sont réclamés du principe de la défense nationale, en vouant dans le même temps aux gémonies ces pelés, ces galeux d'où venait tout le mal : les « groupes minoritaires irresponsables dont les menées antimilitaristes mettent en cause l'existence de l'armée ».

Qu'est-ce à dire, sinon qu'accepter la défense nationale et l'armée qui en est l'instrument, c'est accepter l'éventualité de la guerre, c'est, du moins, s'y résigner. Et, alors, si l'on veut une défense nationale, il faut la vouloir efficace, donc nucléaire. A quoi riment alors les critiques démagogiques des mêmes contre la force de frappe ? S'ils veulent être logiques, ils doivent, au contraire, amener les travailleurs revendiquant des augmentations de salaires, si légitimes soient-elles, à consentir les sacrifices nécessaires, étant donné que, ces conditions admises, on ne peut vouloir à la fois le beurre et les canons.

On voit où peut nous mener inévitablement cette politique social-militariste de soumission à l'impôt du sang et aux futurs massacres dont on sait trop ce qu'ils recèlent.

Certes, on comprend le désarroi des partis de gauche qui, par ailleurs, se disputent farouchement les suffrages dans la lutte des places à la comédie Bourbon, devaient faire face à l'opération politique

DANS CE NUMERO

et policière montée par l'équipe conservatrice au pouvoir pour discréditer l'opposition. Pris d'une sainte frousse et le trouillomètre à zéro par crainte de voir une partie de l'électorat leur échapper, ils se retrouvaient au coude-à-coude pour protester de leur fidélité à la légalité militaire, voire renchérir en témoignant du dévouement de leurs « troupes » prêtes à s'immoler sur l'autel de la patrie.

C'est ainsi que, tandis que des soldats et des militants étaient poursuivis et incarcérés pour délit d'opinion, on a vu le candidat socialiste au fauteuil de l'Elysée, Mitterrand, l'ex-ministre colonialiste d'hier qui, lors de la guerre d'Algérie, réclamait des sanctions contre les opposants, entrer dans le jeu du pouvoir et, se prévalant de « la loi égale pour tous », en réclamer aujourd'hui contre « ceux qui se mettent en dehors de la règle commune pour échapper au fonctionnement normal de la discipline militaire » (*France Inter*, 11-12-75).

Il spécifiait, d'autre part, les limites des comités de soldats qui, tels qu'il les envisageait, « ne devraient s'intéresser strictement qu'aux seules conditions de la vie quotidienne des appelés dans les casernes et dans les camps », affirmant que « la nécessité de la défense implique des obligations particulières pour tous citoyen en âge de porter les armes. Parmi ces obligations, figurent le service militaire et la discipline qui en découle. Il s'agit là d'un devoir à l'égard de la communauté nationale. » (Avis aux objecteurs.)

Voilà au moins un langage clair et qui laisse présager que le règne de l'aspirant à la « magistrature suprême » se révélerait identique à ceux des gérants loyaux qui montrèrent leur faillite dans la gestion des institutions du système dont ils dénonçaient, comme lui, la nocivité et l'arbitraire et qu'ils prétendaient vouloir transformer.

On comprend aussi, bien sûr, que vienne à la rescousse son acolyte Marchais qui, lui, n'y va pas par quatre chemins dans l'amalgame en déclarant : « Les positions de notre parti sur l'armée n'ont rien à voir avec les activités troubles et les tracts provocateurs distribués par des groupes gauchistes que nous n'arrêtons pas de combattre. Il n'est qu'à constater à qui servent ces activités, c'est-à-dire au pouvoir et à la réaction pour savoir qui les inspire, qui les finance, qui les manipule. »

On pourra dire que ce langage n'est pas nouveau de la part des enfants de Staline, il n'empêche que vouloir se dédouaner de cette manière aux yeux des gogos abusés montre à quel degré d'abjection dans la bassesse et la calomnie peuvent conduire l'arrivisme politicien, l'appétit du pouvoir et la peur de voir se renouveler les débordements de mai 68 qui avaient tant effrayé la « majorité silencieuse » et permis à de Gaulle de reprendre le dessus.

Au surplus, on est mal venu d'accuser les gauchistes de collusion avec le pouvoir quand on pactise soi-même avec lui contre « l'ennemi de l'intérieur » pour séparer « le bon grain de l'ivraie ».

En l'occurrence, il s'agit surtout pour nos compères de se démarquer soigneusement, non seulement des « hurluberlus » gauchistes, mais aussi des réactions imprudentes, devenues dangereuses pour leur confort politique, des appelés du contingent dont on s'explique, même s'ils sont plus ou moins manipulés, qu'ils finissent par en avoir ras-le-bol de l'abêtissement quotidien auquel ils sont soumis, comme de leur inutilité et des brimades de la gradaille.

Il était, en effet, devenu intolérable pour nos néonationalistes, horrifiés, au même titre que les pires réactionnaires, que certains se soient permis, dans leurs écrits, d'interpréter le célèbre couplet de « L'Internationale » en proposant de retourner le cas échéant leurs armes contre leurs officiers ! Aussi ne pouvait-il être question, en leur âme et conscience, lorsqu'ils s'élevaient dans certaine manifestation dite « unitaire », « contre la politique antisociale et répressive du gouvernement » de demander la libération de tous les emprisonnés.

C'est si vrai que Paul Laurent, l'un des secrétaires du parti de l'indépendance nationale et de la « France aux Français », se hâtait de déclarer : « Comment défendre des gens qui invitent à mettre la crosse en l'air ? Ce syndicalisme-là, c'est la fin de l'armée ! »

Et cet autre responsable du P.C., parachuté à la direction de la C.G.T., Séguy, dûment stylé, emboîtant le pas à son parti, ne l'envoyait pas dire à Edmond Maire qui lui demandait de s'associer à la manifestation contre les poursuites dont étaient victimes ses militants : « Nous ne sommes pas des inconditionnels de la solidarité intersyndicale ». Et l'inconditionnel du P.C. d'ajouter, à propos des revendications des soldats et de leurs soutiens : « Toute unité d'action en cette matière suppose une condamnation catégorique et explicite des agissements antimilitaristes irresponsables des groupes gauchistes et leur exclusion de toute initiative d'action. » Ce qui veut dire plus précisément que, dans cette affaire, la filiale syndicale du P.C. sait reconnaître les siens et entend n'apporter son soutien qu'aux seuls modérés se contentant d'un peu plus de considération, mais le refuse absolument aux trublions de la subversion. A ce titre, elle déclare se tenir sur la réserve tant que la C.F.D.T. ne se sera pas débarrassée des gêneurs contestataires qui refusent de marcher au pas au son de la « Marseillaise ».

Pourtant, à beaucoup d'égards, les dirigeants cédétistes n'avaient pas attendu cette mise en demeure ; et Edmond Maire, marchandant l'élargissement de ses militants battait sa coulpe : « Nous avons demandé à nos unions locales qui ont accueilli trop naïvement certains groupes de soldats ayant des intentions nuisibles, qu'elles fassent attention à leurs contacts. » Et, dans une déclaration commune avec le parti socialiste, il reconnaissait lui aussi « la nécessité d'une défense nationale assurée par une armée démocratique au service de tout le peuple et refuser l'amalgame que tente le gouvernement entre les aspirations à une démocratisation de la vie militaire et les menées antimilitaristes de groupes minoritaires et irresponsables ».

Cela étant, on ne saurait se faire d'illusions sur le prétendu divorce entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Sur ce point comme sur celui de la chasse à l'électeur, ils sauront toujours se réconcilier sur le dos de leurs commettants.

Quant à la C.G.T.-F.O., elle aurait manqué à cette série de ralliements à la cause patriotarde. Mais Bergeron, le même qui ne manque jamais de rappeler que les statuts de son organisation interdisent toute ingérence politique, s'est empressé de combler cette lacune en ralliant délibérément celle-ci aux thèses du spécialiste des questions de défense nationale du P.S., Charles Hernu, lequel, se réjouissait à une récente conférence nationale des « Conventions pour l'armée nouvelle » d'une « renaissance du patriotisme

français dans les années prochaines ». Félicité par un jeune aspirant, il répondait par cette boutade : « Bientôt au parti socialiste, on sera exclu si on refuse d'être élève-officier de réserve ».

Bref, après cette revue des diverses positions d'un opportunisme aussi peu reluisant, on peut dire que la boucle est bouclée. De la droite à la gauche, tous sont bien d'accord pour une nouvelle union sacrée, prélude au prochain bain de sang, sacrifiant décisivement l'intérêt ouvrier à celui de l'ennemi de classe.

S'il pouvait voir cette avalanche de capitulards, dont certains, on l'a vu, sont tout près d'emboucher le clairon de Déroulède, le père de « L'Internationale », Eugène Pottier, se retournerait dans sa tombe en voyant si manifestement trahis et bafoués les couplets vengeurs de son hymne révolutionnaire par ceux qui s'en gargarisent à toute occasion et en toute impudeur.

Quoi qu'il en soit, et n'en déplaise aux mauvais bergers de la nouvelle vague belliciste, le pacifisme et l'antimilitarisme ont de fortes racines dans le mouvement ouvrier de ce pays. Et il en est encore un certain nombre, y compris et surtout parmi ces jeunes qu'ils voudraient entraîner dans leur sillage complice, qui restent fidèles à l'internationalisme prolétarien et au principe renié par nos actuels foudres de guerre : « Pas de défense nationale en régime capitaliste ».

Ils considèrent, en toute lucidité, que l'armée de métier (1) ou l'armée de conscription, même réformée, reste l'école du crime et du génocide, qu'on ne saurait choisir entre la peste et le choléra, mais s'efforcer à leur suppression comme à celle du régime qui les sécrète.

C'est là, pour eux, le seul vrai combat à mener, fût-ce pour l'honneur.

N. FAUCIER.

(1) L'armée de métier ou prétorienne, dont on fait un épouvantail pour nous faire accepter l'autre, elle existe et sa prédominance se manifeste de la façon suivante : 373.000 militaires de carrière contre 283.000 appelés. Et le pouvoir, prévoyant, la renforce chaque jour davantage. Rappelons, en outre, que, seuls, les militaires de carrière sont initiés aux techniques des engins « sophistiqués », nucléaires et autres. Prudence oblige.

IL FAUT BATIR DES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION

Les occupations d'entreprises sont devenues la forme presque générale de lutte adoptée par les travailleurs. Or, si on peut considérer comme valable cette forme de lutte quand il s'agit de réclamer une augmentation de salaires ou de meilleures conditions de travail ou encore de s'opposer à un licenciement arbitraire de délégué syndical, est-elle aussi valable lorsqu'il s'agit de licenciement parce que l'entreprise est en difficulté ou de fermeture pure et simple ?

On sait très bien que les capitalistes n'investissent leur argent dans une entreprise que si elle est rentable, c'est-à-dire s'ils peuvent en tirer un profit. A partir du moment où une entreprise n'est plus rentable, il n'hésite pas à l'abandonner ou à la restructurer en licenciant du personnel. C'est la logique du système capitaliste.

A ce moment-là, ne voulant pas perdre leur emploi, parce que c'est leur gagne-pain, les travailleurs occupent l'entreprise.

Bien ! et après ?

Après ils attendent. Ils attendent quoi ?

Ils attendent que le capitaliste reprenne son entreprise aux mêmes conditions ou qu'un autre capitaliste lui succède. Mais il est évident que cela est impossible, car aucun capitaliste n'acceptera de perdre de l'argent pour faire travailler du personnel. Ce que les capitalistes veulent, c'est gagner de l'argent et non en perdre. Alors ils n'accepteront de reprendre en main l'entreprise que s'ils peuvent la restructurer de telle manière qu'elle leur rapporte un profit. Ce qui veut dire licencier du personnel. Ou alors ils liquideront l'entreprise, comme ce fut le cas chez Larousse, comme il semble que ce soit le cas chez Idéal Standard.

Il est évident que dans ces conditions, il n'y a aucun espoir pour les travailleurs de gagner leur bataille. Toutes les expériences que nous avons connues jusqu'à présent se sont soldées soit par la fermeture définive de l'entreprise, soit par sa remise en route après licenciements.

Alors que faire ?

Il n'y a que deux solutions possibles : ou on accepte la loi du système capitaliste qui veut qu'une entreprise doit être rentable, et on accepte les licenciements en se bornant à les limiter le plus possible ; ou on prend en main l'entreprise.

Dans tous les cas où les travailleurs estiment que les licenciements ou les fermetures d'entreprises ne se justifient pas, qu'elles sont dues à une mauvaise gestion ou à une manœuvre spéculative, ils doivent prendre en main la marche de l'entreprise et en faire une coopérative ouvrière de production ou de travail.

Lorsqu'on entend à la télévision des travailleurs occupant leur entreprise, comme ce fut le cas récemment pour Idéal Standard, dire que leur entreprise est parfaitement viable alors que les capitalistes l'ont abandonnée, on se demande pourquoi les travailleurs ne la font-ils pas marcher ? Il est possible qu'une entreprise soit viable pour les travailleurs et qu'elle ne le soit pas pour des capitalistes. En effet, ce que les travailleurs attendent d'une entreprise, c'est leur salaire. Ce que les capitalistes en attendent, c'est de récupérer le capital investi plus un profit. Et un profit substantiel.

Une entreprise est rentable pour les travailleurs à partir du moment où ils retrouvent l'amortissement des moyens de production usés et leurs salaires ; elle est rentable pour les capitalistes à partir du moment où ils retrouvent tout cela plus leur profit. Une entreprise qui ne rapporte pas de profit, mais qui assure le renouvellement du matériel usé et les salaires peut fonctionner pour les travailleurs, elle ne le peut pas pour des capitalistes qui en attendent un profit.

Voilà pourquoi, au lieu d'occuper une entreprise et d'attendre qu'un capitaliste veuille bien la faire marcher, il vaudrait mieux que les travailleurs la fassent marcher eux-même en la transformant en coopérative. De tels exemples ont été couronnés de succès en Italie, et en France on voit de plus en plus les travailleurs poursuivre la production. C'est le cas, au moment où ces lignes sont écrites, dans une usine de conserves de poisson dans le Finistère, où les ouvrières ont décidé de poursuivre la production de leur usine mise en liquidation.

Il serait temps que la gauche et les syndicats qui ont la bouche pleine de transformation sociale prennent une position à ce sujet et aident les travailleurs dans cette voie. En tout cas, je pose la question.

Pierre RIMBERT.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

AU PORTUGAL : LA TACHE DE SANG...

Ce 1er janvier 1976, le gouvernement actuel du nouveau Portugal vient d'infliger un démenti cruel à ce que nous écrivions dans notre dernier numéro. Nous disions de ce gouvernement qu'il n'avait pas encore fait tirer sur une foule civile. Hélas ! il l'a fait ce premier janvier, comme pour donner à cette année nouvelle — deux ans bientôt après la fin du salazarisme — la marque de la contre-révolution. Nous ne pouvons plus soutenir maintenant la confrontation avec les faits de ce que nous avons écrit, avec trop d'assurance, sur le Portugal. Nous nous sommes trompés, c'est indiscutable.

Ce n'est pas seulement notre erreur qui nous attriste et qui pèse sur nous. C'est la constatation douloureuse de ce que l'expérience aurait dû nous rendre évident : il n'y a pas deux façons de gouverner contre le peuple, même contre une partie du peuple. Le mois dernier, nous posions cette question : au Portugal, gouverne-t-on à gauche ? Il fallait répondre, sans qu'il soit nécessaire d'attendre je ne sais quel printemps de Lisbonne : au Portugal, on gouverne comme partout ailleurs.

Ce 1er janvier donc (comme si l'on avait choisi ce jour-là) la garde nationale, la police militaire — les C.R.S. portugais en quelque sorte — ont tiré sur la foule. Elles ont fait trois morts et six blessés dont une fillette de quatre ans !

L'âge de cette dernière victime indique assez le caractère de la manifestation qui se déroulait ce jour-là, jour traditionnel de fête et de paix, sous les murs de la prison de Custolas, proche de Porto. Beaucoup de monde avait répondu à l'appel du Comité d'appui aux antifascistes emprisonnés. Il y en avait deux cents, paraît-il, derrière les murs de cette prison. Qu'avaient-ils encore à y faire après l'échec du mouvement, « gauchiste » ou prétendu tel, du 25 novembre ? S'ils avaient été libres, la « provocation » dont parle le gouvernement en place, ne se serait pas produite, et ce gouvernement n'en aurait été que plus fort dans son pays, plus digne d'une confiance qui lui était accordée internationalement.

Quelle est donc cette « provocation » qu'il invoque pour se justifier ? Nous connaissons cet argument usagé au service des gouvernements et des partis qui manquent d'arguments. Il ne signifie rien. Dans la plupart des cas, il n'a aucune base réelle. Il ne semble pas davantage en avoir une dans ce drame du 1er janvier à Porto. Les policiers des miradors de la prison ont tiré sur la foule à la mitraillette. Qui leur en a donné l'ordre ? Toute la responsabilité repose sur les hommes actuellement au pouvoir. Rien, absolument rien, ne les contraignait à se couvrir de cette tache de sang. Aucun parfum, aucune argutie, aucun regret, aucune lamentation ne les laveront de cette tache-là.

A cette place, nous écrivions le mois dernier : « *nous verrons ce que fait maintenant ce gouvernement social-démocrate pour consolider les conquêtes du peuple portugais* ». Hélas, nous avons vu !

S'il est vrai que les excès gauchistes peuvent renforcer les menées réactionnaires — sur ce point, nous ne renions pas — il est non moins vrai que les concessions que la social-démocratie fait à la réaction économique et sociale et surtout, que le sang qu'elle fait ou laisse couler entre elle et le peuple, préparent sa propre perte et, avec elle, la victoire du fascisme. Puissions-nous nous tromper encore !

VUE SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS : CHANGEMENT ET PERMANENCE

Ainsi, le P.C.F. a changé. On nous l'assure de tous les côtés. On en voit la preuve dans la publication de l'opinion désapprobatrice que sa direction a portée sur certains aspects de la répression politique en U.R.S.S. Sur ce point, il y a indiscutablement un changement par rapport au soutien inconditionnel de l'U.R.S.S. qui fut pendant longtemps, très longtemps, la doctrine proclamée du P.C.F. ; plus que le soutien, l'approbation déclarée et immédiate, l'exaltation même des turpitudes et des crimes du stalinisme qui couvrirent plus d'un quart de siècle de l'histoire de l'U.R.S.S.

Dans « France Nouvelle », hebdomadaire du P.C.F., Martine Monod — une des rejetonnes d'une grande et inépuisable famille bourgeoise — écrit que ce n'est pas un changement, que cette liberté, que cette indépendance remontent à des années. Oh ! mademoiselle, ne remontez pas trop loin ! Demandez seulement à Madame Jeannette Vermeersch ce qu'elle en pense ! Il fut un temps, un très long temps où la politique du P.C.F. et ses multiples tournants n'étaient pas décidés « ailleurs qu'à Moscou » pour reprendre un lapsus malencontreux de Georges Marchais ; un temps où le secrétaire général du P.C.F. n'était pas désigné « ailleurs qu'à Moscou » ; un temps où Maurice Thorez lui-même avait son mentor envoyé par Moscou ; un temps où il n'eût pas fait bon exprimer seulement le dixième des réserves, pourtant prudentes, formulées aujourd'hui par le bureau politique, à moins de s'être mis par là-même et délibérément hors de l'Eglise où les procureurs ne manquaient pas.

Même après le fameux vingtième congrès, la direction du P.C.F. désorientée, dénonça comme un faux le rapport de Krouchtchev, accusateur de Staline. Elle s'obstina pendant plusieurs années encore à désigner ce document devenu public sous le titre « rapport attribué à Krouchtchev ». Elle ne s'est jamais bien nettoyée de l'opprobre du stalinisme.

Nous pouvons confier à Martine Monod et à ses pareils, les jeunes croyants qui connaissent mal l'histoire de leur parti, que, pendant quelque trente années, les militants communistes n'ignoraient rien de cette tutelle exercée par Moscou sur leur direction. Non seulement ils l'admettaient, mais ils l'approuvaient, ils la considéraient comme une garantie, tant était grande leur confiance dans l'U.R.S.S. et dans ce qu'ils croyaient être l'Internationale communiste. Ils ne voulaient pas savoir qu'elle n'était en fait qu'un secrétariat de Staline.

Cela dit, nous sommes tout disposés à reconnaître que dans les relations publiques entre la direction

du P.C.F. et le gouvernement de l'U.R.S.S., il apparaît qu'il y a du changement. Où il n'y en a pas, malheureusement, c'est dans la politique générale du P.C.F. La permanence dans ce qu'on devrait appeler sa trahison, s'il n'avait pas lui-même abusé de ce mot, vient d'éclater encore dans cette affaire des soldats et de leurs « complices » civils emprisonnés. Il serait trop faible de dire qu'il ne s'est pas associé à ceux qui se dressaient contre cette répression stupide ; il n'a pas craint d'accabler les jeunes soldats « irresponsables » et les militants syndicalistes qui les avaient soutenus pratiquement. Des « gauchistes », a-t-il dit, quelques « gauchistes provocateurs » ne traduisant nullement la pensée des braves gars du contingent. Remarquez que, sur ce point au moins, il ne tient pas un autre langage que Bigeard !

S'il est une tradition et une bonne tradition dans le mouvement ouvrier, c'est la solidarité de fait, sinon d'idée, avec les citoyens victimes de la répression politique du pouvoir. C'est à cette solidarité qu'on doit les plus belles manifestations internationales d'unité des travailleurs. Les exemples ne manquent pas. Le cœur du peuple ne se trompe pas. Il aurait répondu encore plus fort qu'il ne l'a fait aux seuls appels de la C.F.D.T. et des « gauchistes ». Et pourtant, il a répondu. La Ligue des Droits de l'Homme, elle aussi, a sauvé l'honneur. Le pouvoir est bien empêtré dans cette affaire qu'il a engagée avec des dossiers vides et plusieurs illégalités. C'était le moment de retourner contre lui sa mauvaise manœuvre. C'est en le battant sur un point qu'on l'affaiblit sur tous, et cela vaut mieux que de ressasser des slogans sur le parcours Bastille-République, ou inversement.

Il y aurait quelque chose d'amusant, mais le pitoyable l'emporte, dans ce chœur héroïco-militaire qu'entonnent à cette occasion toutes (ou presque toutes) les formations de « gauche » et, plus haut que toutes les autres, le Parti Communiste Français.

Nous pourrions nous contenter de poser cette question : A-T-ON ENCORE LE DROIT EN FRANCE D'ETRE ANTIMILITARISTE ?

Mais il nous faut compléter l'histoire du parti communiste à l'usage des jeunes adhérents. Les effarouchements, réels ou simulés, des dirigeants communistes actuels devant les tracts antimilitaristes, ne peuvent que faire rire ceux qui connaissent tant soit peu cette histoire.

Jusqu'en l'année 35, l'antimilitarisme fut un article de foi du parti communiste, alors section française de l'Internationale communiste. Aucun des tracts bêtement incriminés aujourd'hui n'atteint certainement à la virulence des papiers que de jeunes communistes courageux de l'époque répandaient — avec moins d'écho qu'aujourd'hui — dans les casernes. Plusieurs d'entre eux payèrent lourdement d'années de prison leur « incitation de militaires à la désobéissance ». Mais Jacques Duclos lui-même, comme gérant responsable de l'organe violemment antimilitariste « La Caserne », récolta cumulativement quelque trente années de prison pour le même motif « infamant ». Soyez tranquilles ! il fut loin de subir l'exécution de toutes ces peines, soit en raison de l'immunité parlementaire, soit à cause d'amnisties successives. Mais « le travail anti » — comme on disait alors — restait une des pierres de touche du militant.

Georges Séguy, de la direction unique P.C.-C.G.T., a déclaré en cette belle occasion, que sa solidarité intersyndicale n'était pas inconditionnelle. Il a fait cette déclaration, après d'autres aussi mémorables, pour refuser son soutien, non seulement à son partenaire de toutes les actions ou prétendues telles de la dernière période, mais aux jeunes camarades emprisonnés dont il admettait implicitement que l'inculpation pouvait se justifier. Dans une interview au journal « Le Monde », Edmond Maire a répliqué qu'en l'occurrence la C.G.T. avait suivi non pas une ligne unitaire, mais celle du parti communiste. Il aurait dû préciser la qualité, si l'on peut dire, de celle-ci. C'est égal, il n'en a pas fallu davantage pour qu'il soit accusé de « calomnie » par un membre du bureau confédéral de la C.G.T. Et quel membre ? le seul qui soit ouvertement déclaré comme adhérent du parti socialiste ; en plus, il s'appelle Laroze (on n'invente pas ces choses-là). L'ineffable Laroze pourrait-il nous citer un cas, un cas seulement, où « la ligne » confédérale aurait été si peu que ce soit différente de celle du parti communiste ? Comment cela pourrait-il être quand la direction est unique ? Ce n'est pas le dosage d'apothicaire et la présence de Laroze qui changent quoi que ce soit à ce fait. Il n'y a que les journalistes bien intentionnés des journaux bourgeois pour y attacher ou faire semblant d'y attacher quelque importance.

Cependant, dans le « Nouvel Observateur », Jacques Moreau, du Bureau de la C.F.D.T., dans une bonne critique de la politique conservatrice des dirigeants cégétistes, déclare quand même qu'il ne croit pas à l'existence de « liens formels » entre le P.C. et la C.G.T. Alors, que lui faut-il encore ? Les liens sont ouvertement formels, et ils sont réels comme le montre encore la position que la direction confédérale a prise, à la suite immédiate du P.C., dans cette affaire des comités de soldats, sans que sa « base » y soit pour quelque chose.

Il y a eu sans doute quelques protestations « à la base ». Nous en voulons pour preuve ce que nous apprenons au moment où ces lignes sont écrites : c'est le P.C.F. qui invite maintenant ses partenaires de « la gauche » et des syndicats à une rencontre ayant pour objet la libération des emprisonnés. Vous allez voir finalement que c'est à lui que les soldats et militants encore en prison vont devoir d'en sortir ! C'est en tout cas ce qu'il ne manquera pas d'affirmer.

R. GUILLORE.

ON NOUS COMMUNIQUE

De l'*Equipe Educative* d'un *FOYER MATERNEL* de REIMS (5, rue Saint-Pierre-les-Dames) :

Ce FOYER MATERNEL accueille des jeunes mères célibataires avec leur enfant ou enceintes afin de les aider à surmonter les difficultés d'une maternité non souhaitée et qu'elles assument souvent seules.

L'Equipe Educative dénonce le comportement « patronal » du conseil d'administration composé pourtant de représentants d'organisations de gauche. Ce conseil d'administration, selon le communiqué en question, refuse le statut de patron mais agit en fait comme un patron. C'est ainsi qu'il aurait licencié un membre de l'équipe dont celle-ci se déclare solidaire. Elle a dû recourir à la grève pour défendre son droit.

Nous lisons dans ce communiqué que le conseil d'administration a retiré tout pouvoir de gestion à l'équipe éducative, restructuré les trois foyers, nommé une direction unique « dont le rôle sera d'imposer une pédagogie réactionnaire ».

Le communiqué qui fait appel à la solidarité, déclare que la lutte continue et d'abord pour « rupture abusive de contrat de travail ».

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

TOUR D'HORIZON. — Le temps passe vite, et quand un article sur l'actualité paraît dans la « R.P. », la situation a déjà évolué, et il y a des éléments nouveaux dont il aurait été souhaitable de tenir compte. C'est pourquoi je crois utile de faire le point de diverses questions dont j'ai parlé depuis plus ou moins de temps.

Aux contestations en chaîne que j'ai citées dans le dernier numéro, il convient d'ajouter celle des médecins, dont beaucoup sont en révolte contre les règles de l'ordre auquel ils sont soumis. Il y a ceux qui se sont prononcés pour l'euthanasie dans certains cas. Et au pôle opposé, il y a les réactionnaires qui refusent d'appliquer la récente loi sur l'avortement.

L'agitation dans l'armée provoque bien des remous. Il y a des arrestations, des inculpations. Les gens de droite réclament des sanctions « exemplaires ». Mais le mouvement est en marche. Les grandes organisations qui se réclament de la classe ouvrière ont soin de se délimiter de l'antimilitarisme des gauchistes. Ne manquons pas de soutenir les victimes de la répression, sans distinction ni réserves.

Le pasteur Horala que j'avais cité en tant que prisonnier au Tchad, a été libéré, mais Mme Claustre et son mari demeurent toujours aux mains d'Hissène Habré, et l'on est sans nouvelles d'eux.

Le Laos, comme il était facile de le prévoir, a rejoint le camp communiste, à la suite du Vietnam et du Cambodge. Mais la chose s'est faite sans violence, sans les bouleversements qui ont marqué le changement de régime à Pnom-Penh. Il faut maintenant attendre pour savoir ce que donnera, en fin de compte, la révolution dans les trois pays de l'ancienne Indochine française.

Où en est la révolution du Dhofar, dans le sud de l'Oman (péninsule arabique) ? Il y a peu de temps, le sultan Qabous, puissamment aidé par le shah d'Iran, a prétendu qu'elle était totalement écrasée. Mais maintenant il se plaint de l'aide que la République Démocratique et Populaire du Yémen (sud) apporte aux rebelles. L'affaire n'est donc pas terminée. On en entend peu parler, probablement parce que, semble-t-il, les révolutionnaires du Dhofar ne dépendent ni des Russes ni des Chinois. Raison de plus pour s'intéresser à eux.

Au Sahara espagnol, la pire des solutions l'a emporté. Le Maroc et la Mauritanie se sont entendus avec l'Espagne pour se partager l'ancienne colonie. Que signifiera dans ces conditions un plébiscite sous l'occupation de deux armées déjà installées ? Le Front Polisario, qui réclame l'indépendance et reçoit le soutien de l'Algérie, a entrepris une résistance armée. Encore une situation tragique de plus en Afrique.

Pire des solutions aussi à Timor. Cette île était divisée en trois parties : une à l'Indonésie, deux au Portugal. Dans les parties portugaises, le Frelitin a proclamé l'indépendance. Les partis adverses ont fait appel à l'Indonésie, qui ne demandait que cela. Son armée a envahi les deux territoires portugais. Et la chasse aux « communistes » a commencé. N'aurait-il pas mieux valu, de la part du Frelitin, un peu plus de prudence ? Mieux valait rester portugais que tomber dans les griffes de la réaction indonésienne. J'avais écrit, sur la foi d'une information parue dans « le Monde », que le Portugal avait paru souhaiter cette intervention indonésienne. Il semble qu'il y ait eu erreur, car le Portugal a protesté à l'O.N.U. contre la mainmise de l'Indonésie sur toute l'île.

*

ANGOLA, UN NOUVEAU VIETNAM. — Depuis la guerre de Corée, l'U.R.S.S. et les U.S.A. se sont battus par peuples interposés. Au Vietnam, toutefois, la guerre avait pris un autre caractère, car le peuple vietnamien avait su se rendre indépendant à la fois des Russes et des Chinois, mais ceci est une autre histoire.

La guerre du Vietnam terminée, il fallait que les deux grandes puissances trouvent un nouveau champ de bataille. C'est fait, c'est l'Angola. Avant même que cette colonie soit devenue indépendante, les jeux étaient faits. L'U.R.S.S. soutient le M.P.L.A., auquel elle envoie des armes en abondance. Cuba envoie des volontaires. Dans le camp adverse, l'Afrique du Sud et aussi, par l'intermédiaire du Zaïre, les Etats-Unis (le fait vient d'être reconnu par Washington) arment le F.N.L.A., et une troisième organisation qui, en fait, est son alliée, l'UNITA.

Ne peut-on laisser tranquilles les peuples qui accèdent à l'indépendance ? Ne peut-on les laisser régler leurs affaires entre eux, sans s'en mêler ?

La Chine s'est aussi occupée de la question, pour soutenir... le F.N.L.A., c'est-à-dire le parti combattu par les Russes et aidé par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Cet aspect de la politique extérieure chinoise est vraiment déconcertant.



UN ISRAELIEN TEMOIGNE. — J'ai écrit dans le dernier numéro que le vote par l'O.N.U. d'une résolution condamnant le sionisme comme raciste me paraissait être une maladresse. Mais quand un professeur de l'Université hébraïque de Jérusalem, Israël Shahak, président de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de son pays, publie un livre intitulé « Le racisme de l'Etat d'Israël » (Guy Authier, éditeur), le fait a une tout autre importance, une tout autre signification. Ce livre expose la situation des Arabes en Israël. Il est bourré de faits précis et de documents, et l'on ne peut pas plus rejeter ce témoignage que celui de Soljenitsyne sur la répression en U.R.S.S. La réalité exposée dans cet ouvrage est pire que ce que je pensais. Ceux qui veulent vraiment comprendre la question doivent le lire, et il ne sera plus possible à quiconque, après l'avoir fait, de prétendre qu'Israël n'a causé et ne cause aucun tort aux Palestiniens.

Naturellement, Shahak est banni, rejeté, par les sionistes. C'est pourtant grâce à lui et à ceux qui soutiennent son action courageuse que pourra se faire, un jour, la réconciliation judéo-arabe.



LA DESTRUCTION DU LIBAN. — Les nouvelles qui parviennent de ce malheureux pays sont plus tragiques que jamais. Il semble courir à sa destruction.

Les responsabilités de Pierre Gemayel et de sa phalange sont énormes. Ils semblent rechercher délibérément l'éclatement du pays, afin de devenir les maîtres d'un petit Liban, à nette majorité chrétienne. Comment expliquer autrement qu'à la suite de la mort, dans une embuscade, de quatre combattants de leur parti, les phalangistes aient massacré, après avoir simplement constaté sur leur carte d'identité leur appartenance à la religion musulmane, cent soixante innocents qui ne faisaient que passer dans la rue. Ils veulent de toute évidence rendre impossible la réconciliation.

Et l'on parle de plus en plus d'un plan américain de partage du Liban : le centre aux chrétiens. La région de Tripoli à la Syrie, en échange du Golan que garderait Israël. Le sud serait donné, avec la Cisjordanie, aux Palestiniens (solution géographiquement absurde).

Certes, les frontières du Liban ont été fixées arbitrairement au temps du mandat français. Mais le partage que l'on semble préparer ne vaudrait pas mieux et causerait de nouvelles souffrances, de nouvelles contestations. Ceux qui veulent l'éclatement du Liban ne sont,

après tout, qu'une petite minorité. N'y aura-t-il pas un sursaut de bon sens pour rendre à ce pays l'atmosphère de liberté et de tolérance qu'on y trouvait avant cette explosion ?

*

QUE PENSER DE L'ERYTHREE ? — Quand un peuple veut s'affranchir d'un régime colonial, aucune question ne se pose, il faut le soutenir. Lorsque dans un pays du tiers monde une région à ethnie particulière réclame son indépendance, le problème est plus compliqué, et délicat. Certes, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne doit pas être un vain mot. Mais le fractionnement des nationalités à l'infini n'est pas toujours une bonne solution.

J'ai assisté récemment à une réunion de propagande en faveur de l'indépendance de l'Erythrée, qui se séparerait de l'Ethiopie. Deux orateurs français et un Erythréen ont pris la parole, et ont longuement parlé des maquisards qui luttent pour la libération de cette ancienne colonie italienne, qui a été rattachée après la guerre à l'Ethiopie : celle-ci devait lui accorder une assez large autonomie, mais ne l'a pas fait. Présent dans la salle, l'Ambassadeur de Somalie a parlé en faveur de l'indépendance de l'Erythrée. Le représentant de l'O.L.P. (organisation de libération de la Palestine), présent également, n'a pas pris la parole. Des étudiants éthiopiens ont essayé, avec une certaine timidité, mais avec une sincérité évidente, de défendre la politique de leur gouvernement. Malgré ma sympathie pour les organisateurs de la réunion, je me suis senti un peu troublé. Pourquoi soutenir un parti plutôt que l'autre, lorsque — c'est ici le cas — tous deux se réclament également du socialisme ? On nous a dit que les insurgés érythréens avaient occupé la prison d'Asmara, et que tous les prisonniers politiques qui s'y trouvaient avaient pu gagner les territoires libérés. Tant mieux pour eux. Mais si les révolutionnaires érythréens l'emportaient définitivement, ne mettraient-ils pas en prison les partisans de l'Ethiopie ? Il s'est passé quelque chose de ce genre au Bengale, ce pays que l'on a pris l'habitude d'appeler Bangladesh (Bengale libre) depuis qu'il est devenu indépendant du Pakistan. Les Bengalis étaient opprimés par le Pakistan occidental. Mais dès qu'ils ont été maîtres de la situation, ils se sont vengés très durement en massacrant les Pakistanais qui se trouvaient chez eux. Je pense donc que dans un cas comme celui de l'Erythrée (différent de celui du Bangladesh à cause de la simple géographie), le mieux serait une unité fédérale avec l'Ethiopie, comme il avait été prévu primitivement. Mais cela demande de part et d'autre un effort de compréhension et de conciliation.

*

LES COMMUNISTES FRANÇAIS ET L'U.R.S.S. — A propos d'un film tourné clandestinement aux abords d'un camp de travail en Lettonie soviétique, et que l'on a pu voir à la télévision, une polémique s'est engagée entre « l'Humanité » et la « Pravda ». Les communistes français s'étonnent et interrogent. Ils affirment leur indépendance à l'égard du P.C. de l'U.R.S.S. Comédie, penseront certains, fort nombreux. Ce n'est pas si simple. Evidemment, les dirigeants du P.C.F. n'étaient point ignorants et naïfs au point de ne pas savoir qu'il y a des camps de travail forcé en U.R.S.S. Mais les simples militants du rang y croyaient-ils ? Un peu, à moitié. Ils devaient bien avoir quelques soupçons, tout en se disant qu'on exagérait certainement, que l'U.R.S.S. ne pouvait être un Etat oppresseur. Après cette cruelle confirmation des témoignages des contestataires soviétiques, ils ne peuvent conserver une foi inébranlable en l'U.R.S.S., « patrie du socialisme ». Et leurs dirigeants sont obligés de tenir compte de cet état d'esprit, et de prendre leurs distances. Le temps n'est plus où de Moscou étaient dirigés avec une poigne de fer tous les partis communistes du monde, et en décidant la dissolution de l'Internationale communiste pour rassurer ses alliés anglo-saxons, Staline a préparé à longue échéance la désagrégation qui s'effectue aujourd'hui. Les communistes italiens, espagnols, danois ont déjà pris des positions très différentes de celles des Russes. Plus lentement, les Français suivent. Il arrivera un moment où ils ne pourront plus du tout se solidariser avec l'U.R.S.S. Ce qui ne veut pas dire, loin de là, qu'ils deviendront plus révolutionnaires. Le P.C. me paraît destiné à devenir de plus en plus un parti réformiste aspirant à participer au pouvoir, et ne conservant sa virulence qu'à l'égard du gauchisme, qui constitue son éternel remords.

*

QUI EST PROLETAIRE ? — La question est posée par Jean Magri. Le prolétaire, c'est celui qui vit seulement de son travail. Ainsi, l'humanité est composée en grande majorité de prolétaires. Mais il y a des degrés, et les travailleurs immigrés, qui accomplissent les travaux dont les Français ne veulent plus, ainsi que tous ceux que cite Magri, ont une situation bien différente de celle de l'ouvrier spécialisé, ou du cadre au niveau de vie plus confortable. Mais si l'on prend le mot prolétaire dans le sens plus restreint d'ouvrier, sommes-nous des prolétaires, nous les retraités, plus quelques travailleurs actifs, qui rédigeons la « R.P. » ? Pas tous sans doute. Cependant, si nous voulons la révolution, si nous faisons nôtres les aspirations des exploités, et des plus exploités en premier lieu, alors nous avons le droit de dire que nous faisons partie du prolétariat. Je n'ai jamais été « ouvriériste » : un intellectuel ou un bourgeois d'origine qui passe dans le camp de la révolution doit y être accueilli à part entière, mais aussi sans privilèges : il ne doit pas se considérer comme supérieur à ceux dont il prétend servir la cause, et il doit admettre que ceux qui ont subi plus que lui-même l'exploitation capitaliste ont peut-être quelque chose à lui enseigner. Autrement dit, les intellectuels qui rejoignent le mouvement ouvrier doivent s'intégrer à lui au point d'effacer toute différence idéologique entre eux et le prolétariat.

*

SUR L'HISTOIRE DE FRANÇOISE D. — Quant à l'histoire que raconte Magri, si je comprends bien, la jeune fille dont il parle est tombée dans un piège tendu par des proxénètes (ce sont ces trafiquants dont l'action devrait être réprimée efficacement). Ce qui est écrit semble l'indiquer, sans le prouver toutefois, car ce n'est pas tellement clair. S'il en est bien ainsi, une seconde question se pose : Françoise n'a-t-elle pas été plus ou moins consentante, ou en tous cas très imprudente ? Une jeune fille de dix-neuf ans qui s'en va seule courir les aventures ne doit pas être assez naïve pour ne pas savoir qu'elle sera exposée à bien des dangers. Si elle veut les éviter, elle cherchera des compagnons de voyage. Et sa famille a bien dû la mettre en garde. Même si elle n'a compris qu'au dernier moment qu'elle était choisie comme proie par des gens sans scrupules, n'avait-elle aucun moyen de se libérer ? Il y a eu au cours de ces dernières années des cas qui me paraissent plus tragiques. Ainsi, une jeune fille de seize ans, Brigitte Grapin, a disparu et l'on n'a jamais pu savoir ce qu'elle était devenue, le seul témoin qui aurait pu indiquer une piste s'étant suicidé sans l'avoir fait. A Bruay, Brigitte Dewaevre a été trouvée assassinée, sans que l'on ait pu jusqu'à présent établir clairement qui était l'assassin. Françoise D., elle, n'a pas rompu les ponts avec sa famille, puisqu'elle téléphone et demande qu'on lui écrive. Elle est encore vivante, et tant qu'il y a vie, l'espoir est permis.

Jacques GALLIENNE.

A LA RECHERCHE DE L'HISTOIRE PERDUE

Un gros livre sur un petit sujet

Plus on croit avancer, plus il devient difficile de retrouver l'Histoire, ce qui peut expliquer cette résonance proustienne : il ne s'agit plus seulement de la Recherche du Temps, mais de celle de l'Histoire du Temps.

Peut-on écrire l'histoire contemporaine ? La question s'est trouvée posée à travers les âges, et la réponse n'est pas facile.

Pour Auguste Blanqui, premier révolutionnaire professionnel et journaliste invétéré, bourré de complexes, l'histoire ne vaut qu'écrite par les contemporains, sinon c'est pure archéologie travaillant « sur la mort » (Bibl. Nationale, Ms 9594, f° 22 & s.). Il est vrai qu'à la suite de cette profession de foi, il explique que, pendant vingt ans, il n'a pu écrire l'histoire vécue de la Révolution de 48, car il y a « un temps pour se taire... un temps pour parler » ; pour lui, le dernier temps n'est jamais arrivé, et il récuse ceux de ses contemporains qui ont parlé, de Lamartine à Proudhon en passant sur Garnier-Pagès. Pour l'application de la règle qu'il a tracée, nous restons dans l'incertitude. D'autant que les difficultés, rencontrées par l'histoire, au siècle dernier, se sont encore multipliées.

Les tabous varient...

De notre temps, sous un régime présidentiel mitigé de parlementarisme — précisons bien pour écarter l'équivoque que nous n'hésitons pas, si imparfait qu'il soit, à le préférer au régime totalitaire — forme de la démocratie admise dans le principe par les grands partis d'opposition (aucun ne s'est élevé contre le plébiscite du Président de la République), qui peut avoir qualité pour écrire l'histoire des événements et des hommes ? En vérité, tous et chacun, vous, toi, moi — à la condition, bien entendu, de trouver un éditeur, qui ne s'embarrasse pas des hétérodoxies de l'auteur et qui dispose pour le diffuser des capitaux importants nécessaires pour lancer la fabrication et couvrir le risque. Déjà, bien des barrages à franchir. Il s'agit encore de savoir si le postulant — toujours : vous, toi, moi, ou ce qu'il peut en rester — aura assez de talent, ou de savoir-faire, pour que le risque soit couru. Vous dénombrez les obstacles ? Ce n'est pas fini. Il faut aussi, il faut surtout compter avec les tabous du moment, que l'éditeur moyen et son auteur de même acabit ne sauraient enfreindre sans danger de suicide.

Les tabous varient avec les époques. Reste à savoir si, avec le relatif progrès de la démocratie — dont se réclament si haut ceux qui pratiquent la dictature — la tentative historique rencontre plus d'obstacles de nos jours que par le passé, et quels sont ces obstacles.

Les tabous classiques, on les connaît du reste.

Pour ne pas remonter au-delà, on sait que le XIXe siècle subissait encore, avec des oscillations, les interdits de la formule célèbre de La Bruyère (1694) : « Un homme né chrétien et français se trouve contraint dans la satire : les grands sujets lui sont interdits... » C'est clair : les grands sujets qui appellent la critique, ce sont précisément les éléments de l'histoire. Les hommes qui n'étaient ni chrétiens ni français, La Bruyère n'en parle pas.

Avec le progrès cahotant des lumières, les interdits de la Congrégation de l'Index, du Privilège du Roi, des répressions de l'Empire, même des lois restrictives de la République, sont un peu tombés en désuétude. L'Eglise et l'Etat n'en conservent pas moins la main sur bien des publications, tandis que les puissances d'argent disposent d'un *Imprimatur* plus étendu — si bien que l'histoire demeure officielle et tendancieuse, adjectifs synonymes, dans ses consécrations mythiques : Monsieur Thiers est républicain, pacifique et libérateur ; le Quatre-Septembre venge la Défense Nationale des hontes de l'Empire, etc. A chacun selon les mérites décernés par l'historiographie dirigée, l'histoire cristallisée en légendes inattaquables.

Si le XXe siècle a desserré un peu ces étreintes traditionnelles, c'est hélas au bénéfice de nouveaux tabous, tenant à l'existence et à la croissance des grandes organisations, partis et confédérations de tous bords, s'alignant à côté des trusts et monopoles, financiers et politiques, gonflés les uns et les autres de leur puissance et de leurs orthodoxies... Vous croyez que j'exagère ? Essayez d'un travail historique, non aligné, *sur la Commune* par exemple. Le centenaire de la Commune a été célébré en 1971 : vous souvenez-vous de la présentation du *Monde* du 14-15 mars ? Tentez donc de saisir, en historien, ce grand mouvement, spontané s'il en fut, de révolte et de misère exaspérée, si longtemps dénaturé ; vous aurez beau soigner la documentation, peser avec rigueur textes et témoignages... peine perdue ! « On sait cela depuis longtemps... » Les légendes continueront d'aller bon train, après plus d'un siècle écoulé. Un travail sur le même sujet, s'il participe de la littérature engagée, sera accueilli comme une nouveauté, avec des fleurs. Le choix s'impose.

La Révolution de novembre 1917 a bouleversé les normes politiques comme un séisme, auquel la Chine devait faire écho, avant d'engager la compétition. Le tsarisme arrosait la presse, pour imposer des consignes de silence. Dans ce sillage, le nouvel Etat allait réserver des moyens financiers considérables — il domine un sixième du globe, un sixième truffé d'or — aux publications de sa couleur et à celles qui pouvaient servir sa propagande. Comme à Yalta, pour le partage impérialiste des zones du monde, il semble que des secteurs aient été réservés à ces « communiqués », déclarés ou clandestins.

Raison d'Etat-secret d'Etat, raison de Parti-secret de Parti, c'est tout un. Ce qui envahit, et restreint du même coup, l'espace de l'information.

Paternalisme révolutionnaire

Tout s'est trouvé déterminé *ab ovo* — à partir de l'œuf — par la conception même de la Révolution dite d'Octobre : révolution militaire de la minorité, centralisme dictatorial indéfini, clandestinité policière et, brochant sur le tout, *paternalisme révolutionnaire.* C'est en définitive, le pouvoir exercé par le chef incarné du Parti, substituant masses, classe et parti même, sans limite ni contrôle de la base, en direction de la terre promise.

Il faut reconnaître que, dans les modalités moins accusées, il en a été ainsi depuis qu'il existe des partis se réclamant de la classe ouvrière : *paternalisme* toujours et partout. Marx lui-même, Marx d'abord, en dépit de la formule glorieuse des travailleurs libérés par les travailleurs eux-mêmes, Marx, du haut de sa supériorité monoclée (un fait, un tout petit fait), pense, organise, décide ce qui doit être pour le bien d'un prolétariat encore mineur ; c'est l'excuse et l'alibi du centralisme, Marx, comme Blanqui — en cela ils se rencontrent — est un centraliste déterminé, qui n'a, lui aussi, que sarcasme pour tout ce qui ressemble au fédéralisme et à la liberté. La classe devient le parti ; le parti exprime tout, contient tout, au point de devenir, non plus un moyen de révolution, mais *une fin en soi.* Nous y voici : la notion même de parti est en cause.

Lénine adepte de Blanqui

C'est le système Blanqui : l'instrument prime le dessein poursuivi ; c'était alors une maladie de puberté du mouvement révolutionnaire. Avec le bolchevisme, renaissance de ce blanquisme qu'Engels tournait en dérision, avec ses sociétés secrètes, ses coups préparés dans l'ombre, son personnel douteux, sa minorité vouée à l'échec. Hé bien, Blanqui a triomphé : *le Parti*, c'est la Révolution inspirée et activiste, c'est l'Etat nouveau, avec sa loi politique, son droit politique, sa justice politique, *sa Révolution* : avec lui, tout est possible ; hors de lui, point de salut.

En transposant, sans rien forcer, Lénine a tout pris de Blanqui : le coup de force militaire ; la dissolution de la Constituante fraîchement élue, gage de mépris pour la démocratie et le suffrage, les moteurs psychologiques de « l'enthousiasme » (Ms 9581 f° 65) substituent les facteurs économiques ; maintien indéfini de l'Etat dictatorial et policier ; socialisme national ; pouvoir d'un seul, Lénine puis Staline, succédant à Blanqui, qui expédiait *seul* décret sur décret au soir du 31 octobre ; Terreur tous azimuts, politique, économique, syndicale, religieuse, intellectuelle, réprimant par tous les moyens *toute initiative de la base*, mort, torture, camp ou cabanon... C'est bien le régime des adeptes de Blanqui, illustré dès 1871 par la pratique des otages.

Inutile de préciser que ce centralisme exaspéré annule tout *dépérissement de l'Etat*, avec la promesse d'une société sans classes, faite par Marx déjà dans l'anti-Proudhon, encore affirmée par Lénine au mois d'août 1917, dans *l'Etat et la Révolution*.

Le régime soviétique sans soviets a rallié le blanquisme de la petite secte et ses pratiques se sont ensuite répercutées dans les partis politiques de l'obédience. Le parti qui se veut unique tente par tous les moyens d'imposer sa loi, son idéologie totalitaire. Ni dans l'Union, ni dans les démocraties populaires, ainsi appelées par antiphrase, ni dans les pays encore relativement libres, le public ne doit rien savoir, sur les mystères de l'appareil du Parti sacro-saint, sur les purges et les exécutions collectives ou particulières, sur les asiles pour mal-pensants et surtout — ici, horreur ! — sur les questions d'argent...

Les choses sont venues au point que, dans l'Université même, pourtant bien entamée, des voix s'élèvent pour protester contre l'ostracisme qui frappe ceux qui tentent encore d'écrire l'indispensable histoire d'un parti, qui n'est sans doute plus le premier en France mais qui n'en rassemble pas moins une fraction notable de l'électorat et du mouvement syndical. Ces universitaires qualifiés, plus nombreux qu'on ne pense — la persécution réveille la probité intellectuelle — posent la question : n'a-t-on décidément plus la liberté de s'exprimer, s'il s'agit des formations qui se réclament de la Révolution russe, ou bien de la Révolution chinoise ?

Sur quoi, le livre de Robrieux, *Maurice Thorez, vie secrète et vie publique*, est venu donner un nouvel aliment à ces inquiétudes, par l'hostilité qu'il suscite chez les « responsables » du Parti : défense de parler de Thorez, de qui l'on a fait le mythique « Fils du Peuple », dont il n'y a rien d'autre à penser et à dire que ce que « pensent » et disent les publications de l'obédience ; on ne discute même pas le contenu de l'ouvrage, on se contente de déverser l'opprobre sur son indigne auteur.

Insignifiance du héros

Je ne m'étais pas précipité sur le livre, ayant toujours tenu Thorez pour parfaitement insignifiant, jusqu'au jour où j'ai pu lire dans la *R.P.* la récente chronique d'Albert Lemire, évoquant avec sympathie le travail de Robrieux. Je connais Albert depuis plus d'un demi-siècle, j'ai fait sa connaissance dans des conditions particulières, tandis qu'il méditait, en prison préventive, sur les inconvénients de la politique. Comme ami, Albert est parfait, comme « client » c'est autre chose, impossible de l'endiguer ; mais je ne dois pas me plaindre, n'ayant jamais vu en lui que l'ami. Après avoir lu son savoureux papier, j'ai voulu savoir si Robrieux, mis en quarantaine par les « purs », méritait cet excès d'honneur ou cette indignité... Dois-je l'avouer ? Bien que le livre donne l'impression d'avoir été écrit de bonne foi, par un universitaire consciencieux, selon la méthode historique, oui, je suis sorti de sa lecture un peu déçu.

Au long de 660 pages, de 45 lignes à 70 signes, Robrieux dénie à son héros toute stature. Thorez n'est pas un auteur, car il a des nègres (p. 202) ; il n'est pas un penseur (p. 315) ; il n'est pas un théoricien (p. 447), mais d'une grande banalité dogmatique (p. 617), sans la moindre trace d'originalité (p. 618) ; il ignore presque tout de la science du gouvernement (p. 323) — ce qui ne l'empêche de faire des discours « brillants » (p. 181) voire « remarquables » (p. 196), sans que les citations données justifient ces épithètes ; il n'a ni caractère ni fermeté (p. 455), un « faible » pour tout dire (p. 602)... Alors, s'il faut croire Philippe Robrieux, que reste-t-il au fond du creuset qui justifie ce monument élevé à la gloire du prototype de la banalité ? Le fait d'avoir possédé à fond la capacité d'utiliser la structure du parti (p. 473), en bon exécutant (p. 612) ? Ces « mérites », apanage de tant de médiocres élevés dans le sérail, peuvent être revendiqués par beaucoup d'émules de Staline. En décrivant le militant moyen de l'appareil d'une génération précédente — Robrieux est né l'année même où Thorez est nommé secrétaire général — l'auteur nous représente, en fait, l'éveil laborieux de sa propre conscience, encore encombrée des poncifs d'une adolescence militante et poursuivant, non sans retour vers les clichés de la « contre-société » (Annie Kriegel *dixit*), sa démarche hésitante vers la lueur entrevue au bout du tunnel.

Car, avec ce qu'il constate, en Union Soviétique comme en France (ceci n'étant que le reflet de cela), Robrieux ne paraît pas encore se poser la question de ce que peut bien être une « Révolution » qui méprise l'homme en l'anéantissant, avec des effets plus funestes encore que la médiocre société qu'il s'agit d'évincer.

On regrettera que Robrieux ait prêté le flanc aux perfidies inquisitoriales, par la conception de son travail et sa présentation. Le militant nuit à l'historien, car on ne saurait être historien en restant si peu que ce soit inconditionnel. En dépit des meilleures intentions, comme pour se donner à lui-même un ultime brevet d'orthodoxie, Robrieux voit encore les choses avec les lunettes que l'appareil lui a posées sur le nez. Ou plutôt, comme me disait un excellent historien de la Sorbonne, qui semble bien le connaître : « Robrieux regarde parfois, en effet, à travers ces lunettes, et il voit encore trouble ; parfois aussi, il lui arrive de regarder au-dessus des verres, et la réalité soviétique et partisane se découvre qu'on peut apercevoir dans les éclaircies de son livre... »

D'abord, le sous-titre, « *vie secrète* », appelle l'objection, d'autant que l'éditeur y a peut-être vu un élément raccrocheur. Qu'importe la « vie secrète », sur laquelle au surplus Robrieux ne formule le plus souvent que des hypothèses — trop d'hypothèses ! trop de psychologisme ! — et ne pose les questions que pour donner des réponses évasives. S'il s'agissait de la biographie d'un penseur, la vie secrète pourrait, à la rigueur, apporter des éclaircissements, mais ici ! Selon Robrieux, Thorez était de mince étoffe, représentatif de sa seule fonction d'*apparatchik*. Ainsi, tout de suite, se posait la disproportion entre le gros livre et le petit sujet. A moins que l'histoire de Thorez ne personnifie celle du Parti communiste. Alors, l'historien se devait de dominer le sujet, de ne plus observer le Parti tel qu'il veut paraître, avec son optique et son éthique de « monde séparé », mais bien

tel qu'il ressort de quarante années de vie officielle et clandestine, d'œuvres contrariées et de retournements.

Sauf pour les membres du Parti, qui continuent tout uniment à pratiquer le « culte de la personnalité », comme au bon temps, Thorez reste parfaitement insignifiant par lui-même ; à ses débuts, personne ne s'avisait de lui accorder de l'importance, au moins jusqu'en 1926, le P.C. ayant été fondé par la scission de Tours, décembre 1920. Encore, Robrieux omet-il de dire que le jeune Parti n'osait pas arborer son étiquette, continuant de se dénommer « socialiste », différencié seulement de « la vieille maison » par le sigle S.F.I.C., en face du traditionnel S.F.I.O. — que le Parti de Mitterrand allait abandonner.

Sources interdites

Maintenant, les sources. S'agissant du P.C., elles ne peuvent être que de deux sortes : celle des centaines de milliers de militants qui, vague après vague, se sont déversés dans l'immense *passoire* du Parti ; ces anciens, avec presque tous les fondateurs, n'ont pas la parole ; même sortis de l'organisation, ils restent tenus au secret — formule nouvelle du secret ou raison d'Etat, tenant essentiellement à l'existence de l'appareil clandestin, du personnel clandestin, des ressources clandestines ; à moins d'être mouchards, renégats et traîtres, ils doivent rester muets. L'autre source est celle des militants en exercice, soumis à la discipline ; ceux-ci s'expriment quelquefois *en aparté*, sans qu'on puisse personnaliser leur témoignage au risque de représailles. Ce qui entraîne Robrieux à tant de renvois « source privée », lesquels n'apportent rien de plus que l'affirmation de l'auteur — dont on a vu plus haut qu'elle est sans valeur pour les inquisiteurs. Pourquoi s'évertuer à des apparences inutiles ? Robrieux eût pu faire l'économie de ces notes, gagner ainsi des pages qui ne servent à rien.

A propos des notes, il faut observer que, selon la mode universitaire, l'auteur les renvoie en fin de chapitre, ce qui ne rend pas la lecture aisée pour le simple public, qui préfère des notes de bas de page. En revanche, ceux qui veulent se reconnaître dans l'ensemble touffu n'ont pas la possibilité de consulter un index des noms cités, et c'est dommage.

Ajoutons qu'en évitant *nombre de répétitions* des mêmes thèmes (notamment l'influence prise sur Thorez par sa compagne et autres observations conjecturales), l'auteur pouvait alléger son monumental ouvrage, le rendre « public », au lieu d'en faire une exégèse pour militants — qu'en l'état elle ne peut d'ailleurs pas satisfaire.

Surtout, il eût fallu, en dehors de la sphère strictement partisane, apporter des notions plus exactes, plus étendues, sur l'ensemble du mouvement ouvrier. Exemple entre d'autres, définir le grand socialiste et humaniste Alexandre Bracke (A.M. Desrousseaux) : « Vieux militant et leader en vue de la S.F.I.O. hostile dès le début au Komintern », c'est un peu sommaire, même lorsqu'on a eu la chance de ne naître qu'en 1936 (c'est, à bien des égards, la clé du livre), tandis que l'on consacre des notices élaborées à Treint et autres illustres, de qui personne ne peut croire qu'ils étaient pleins d'œuvres. Manque de proportion, défaut d'optique évidents.

Philippe Robrieux est un brillant universaire (le simple khâgneux que j'ai été pendant deux ans reste émerveillé devant l'agrégé, plus encore devant le professeur de première supérieure), il a grandi dans l'ère et dans l'aire communistes (pourquoi fait-il un sort au terme inadéquat de « contre-société » d'Annie Kriegel ?), il fut nourri dans le sérail de ce *monde à part*, où tout est réfracté. Il a été chassé du *contre-paradis* mais il reste imprégné de son climat ; il en garde, en quelque sorte malgré lui, l'optique déformée... Il faut voir les appréciations qu'il donne — origine, milieu, caractère — sur un Marty, un Sémard (qui, placé à la tête du Parti, déclarait s'être « cassé la tête » en essayant de lire Marx), tant d'autres, et, naturellement, sur Thorez lui-même. C'est effarant. Le mieux qu'on puisse souhaiter à sa bonne volonté évidente, à son honnêteté, c'est, répétons-le, de reprendre pied dans le monde réel. D'autant qu'il ne cherche pas à dissimuler les tares et atrocités soviétiques, mais il n'ose pas encore en tirer les conclusions qui s'imposent, et reste ainsi affecté d'une anomalie de la vue et du jugement. A son âge, on peut encore tout espérer d'une solide cure d'auto-désintoxication, dont il semble capable.

C'est en raison de cette réfraction de l'optique partisane qu'il a pu confondre en un seul bloc, entrevu dans un halo schématique — la fameuse « droite » ! — les premières oppositions, de Monatte (il parle avec un respect qui l'honore de celui qui n'a *jamais été un professionnel*), de Monatte à Loriot, en passant par Souvarine et Treint... sans se demander pourquoi, s'ils n'étaient qu'un bloc, ils ont lutté en différentes fractions.

De même, Robrieux confond dans un même ensemble zimmerwaldiens, kienthaliens et minoritaires de guerre, pourtant bien disparates. C'était, il est vrai, vingt ans avant que Robrieux vînt au monde, et il n'a pu entendre parler de ces fastes que par les émules bolchevistes qui, par prudence rétroactive, évitaient toute précision sur la période, tout en se classant eux-mêmes parmi les *zimmerwaldiens de gauche*, seuls valables.

Signe de candeur encore, Robrieux, parlant des débuts de Thorez, a dû ignorer que le suppléant d'un organisme central (C.A.P. ou Comité Directeur) ne siège qu'en l'absence consacrée du titulaire, ce qui réduit à presque rien la suppléance ; petite inadvertance, si Robrieux n'en avait tiré des conséquences pour l'importance précoce de son héros.

Ce livre qui, sauf le chapitre enfance et jeunesse de Thorez, va de 1918 à 1964, mentionne à peine ou pas du tout des événements tels que : la Nouvelle Politique Economique (N.E.P.), avec la sortie obligée du « Communisme de guerre » ; la sinistre politique marocaine de la direction Doriot en 1925, contrée par l'opposition ; la participation communiste à la tentative fascisante du 6 février 1934 ; la dégradation des rapports socialistes-communistes du Rassemblement de 1936 à 1939 ; le sens du Pacte d'alliance hitléro-soviétique, avec partage de la Pologne ; l'assassinat de Trotsky ; l'effondrement stalinien du début de la guerre nazie ; le Parti tricolore de l'après-guerre, bafouant l'inspirateur du bolchevisme, le chauvin Blanqui, qui, lui, en 1848, repoussait l'équivoque du drapeau...

Carcan du paternalisme

Encore une fois, puisque Philippe Robrieux manifeste sa méritoire honnêteté, après le bain de foule spécifique qui eût pu le submerger, souhaitons-lui de se délivrer tout à fait de ce carcan du paternalisme révolutionnaire et de revenir aux sources vives du mouvement émancipateur, qui restent — en dépit des professionnels et des cyniques — l'esprit de libre examen, l'appel aux initiatives créatrices du monde du travail.

Pour terminer le propos sur l'Histoire à retrouver — sans nous dissimuler l'insuffisance de cette approche — retenons seulement que, si l'on veut une histoire écrite par les témoins qui ont qualité pour la faire, si l'on veut des historiens libres, orientés sur la sérénité qui respecte le fait et n'en altère pas la signification, il faut persévérer dans le refus de méthodes barbares que sont celles, plutôt aggravées, de l'Inquisition. Les outrances mêmes finissent par desservir des professionnels trop zélés : la vérité passera, malgré les manœuvres des Appareils.

L'un des premiers droits de l'homme est celui d'une Histoire inaltérée, qui mérite son nom, tel que Littré l'a défini selon l'étymologie : *information, recherche intelligente de la vérité.* Amen !

Maurice PAZ.

INFRACTIONS RÉVISIONNISTES

Révisionnisme est aujourd'hui synonyme de reniement, d'apostasie, de trahison... donc de justification doctrinale de la contre-révolution. Nous n'utilisions pas ce terme autrefois pour qualifier le stalinisme. Car le verbalisme communiste, marxiste, léniniste servait de raison sociale à un totalitarisme bafouant toutes les conquêtes de la Révolution d'octobre 1917. Aujourd'hui, un maoïste accuse de révisionnisme les dirigeants soviétiques. Ceux-ci dénoncent l'imposture commise par Mao et ses héritiers (classés selon un *ordre hiérarchique* toujours rigoureux quoique variable) qui dissimulent sous une terminologie révolutionnaire, des aspirations purement impérialistes.

Cependant, ici, on se garde de nous répondre, lorsque nous dénonçons d'inquiétantes révisions des valeurs fondamentales que nous avons suivies pendant plus d'un demi-siècle.

I. — COLONIALISME

On continue à confondre le phénomène historique du déplacement massif de populations, de peuplement des terres vacantes ou insuffisamment occupées, d'étape nécessaire sur la voie du progrès de l'humanité (de la cueillette à la chasse — de la chasse au nomadisme pastoral — du nomadisme à l'agriculture sédentaire...) — avec le *colonialisme* qui, dès le XVIe siècle, fut l'un des éléments essentiels de la formation du capitalisme ; qui au XIXe siècle en fut peut-être le caractère fondamental.

Parce que nous nous en tenons à cette explication historique, on nous accuse de justifier les atrocités de la Grande Terreur — expliquer, approuver la Commune de 1871, c'est justifier l'exécution des otages...

Le colonialisme capitaliste peut sans doute — conformément aux schémas marxistes — être interprété aussi comme une nécessité historique (le système capitaliste lui-même, d'ailleurs). Mais l'exploitation des peuples colonisés, le pillage des ressources naturelles, le monopole du commerce réservé à la puissance colonisatrice, représentaient le régime le plus réactionnaire dans la réalité capitaliste. Ce fut sans doute ce qu'on a appelé *l'impérialisme* (qui fut défini en termes différents par Rosa Luxembourg, Hilferding, Lénine... et Louzon). Est-ce « *la dernière étape du capitalisme* » ? C'est fort contestable. Ce qui est certain, c'est que pour un marxiste, c'est aussi une étape nécessaire qui devait — selon la dialectique — aboutir dans les pays colonisés, à la formation d'une industrie indigène (*la thèse*) et à un prolétariat organisé, à une classe ouvrière (*l'antithèse*) solidaire de l'Internationale ouvrière. La décolonisation a-t-elle abouti à dégager cette voie royale vers le socialisme ? Si oui, il faudrait nous le prouver... autrement que par des imprécations contre l'impérialisme... exclusivement américain... et des apologies (au sens originel du mot) (1) de régimes militaires et totalitaires... qualifiés socialistes. Sinon, il faudrait consentir à la « révision » de valeurs autrefois fondamentales.

Peut-être faudrait-il ne pas trop insister sur la référence à la fable (2) du « *loup et du chien* » ? Le chien du fabuliste porte un collier, mais aussi un « *embonpoint admiré* », et paraissant « *aussi... puissant que beau* ». C'était donc là la situation des peuples colonisés ? Quant au loup... qui préfère *la liberté à un trésor*... qui « *ne veut pas complaire à son maître* »... il n'aurait dans la plupart des pays dits socialistes que le choix entre l'alignement dans l'armée ou la police... ou la liquidation physique immédiate ou... à terme. Je connais au contraire des loups anarchistes qui vivent... peut-être misérablement... mais librement... aux Etats-Unis, en France... même en Israël.

II. — L'INDEPENDANCE NATIONALE CONTRE L'EUROPE !

Tous les programmes socialistes, naguère, exprimaient une aspiration vers les Etats-Unis d'Europe... puis du monde. La divergence fondamentale portait sur la succession. Fallait-il faire l'Europe d'abord ? Ou attendre que le socialisme ait pris le pouvoir dans tous les Etats européens ?

Cependant, tous les socialistes opposaient l'Europe *des Etats* (c'est-à-dire des gouvernements soumis aux intérêts capitalistes) à l'Europe *des peuples* exprimant librement leur volonté par la voie démocratique. Certes on reconnaissait les insuffisances et les impostures de la démocratie bourgeoise. Mais on la jugeait préférable à toute dictature oligarchique. Car, on ne peut préconiser l'abstentionnisme anarchiste que lorsqu'on a acquis le droit du suffrage. Et encore une fois, ce n'était pas *contre* la démocratie que l'on s'insurgeait mais *pour* une véritable et authentique démocratie.

On comprendrait que le projet d'*élection d'un parlement européen au suffrage universel* provoquât des critiques révolutionnaires, quant à la sincérité des promoteurs, l'insuffisance des garanties démocratiques, le maintien de la souveraineté étatique...

Vous n'y êtes pas ! Giscard d'Estaing « *porte atteinte au prestige et au renom de la France dans le monde. L'élection du Parlement au suffrage universel constituerait le prélude à l'intégration politique et militaire de notre pays dans un bloc supra-national dominé par l'Allemagne de l'Ouest et soumis à la tutelle des Etats-Unis* »...

Ce qui veut dire exactement que la majorité *du* peuple européen accepte la domination allemande (?) et la tutelle des Etats-Unis.

C'est le parti communiste français qui l'affirme solennellement (*le Monde* du 25-12-75).

Et voici encore deux condamnations péremptoires et hautement motivées :

« *Cette conception (le Parlement européen) est la négation de celle préconisée par le général de Gaulle...* ».

« *Le Pouvoir abandonne définitivement les aspects positifs de la politique du général de Gaulle.* »

Petite devinette : une de ces affirmations est tirée d'une revue gaulliste. L'autre de la déclaration du parti communiste.

Pouvez-vous choisir ?

Bien entendu, nos socialistes se gardent bien de contrarier leurs alliés électoraux. Charles Hernu, dirigeant du parti socialiste, proclame que « *toutes ces questions* (dont le Parlement européen) *vont placer le problème de l'indépendance nationale au cœur de l'actualité* »... Bien entendu, il ne s'agit pas d'autarcie économique. Hernu n'est pas complètement idiot. Il faut garantir « *la liberté pour un gouvernement français de décider en matière politique et militaire... de ne pas être*

---

(1) L'apologie c'était en Grèce, la défense d'un accusé dont on fait l'éloge en parlant **d'autre chose** que des crimes ou délits dont il est accusé. Exemple suivi par les plus habiles avocats. L'un d'eux, quelques années après la guerre de 1914-1918, réussit à faire acquitter un ignoble bourreau d'enfants... en qui il avait célébré le combattant de Verdun !

(2) Cf. « R.P. » de décembre 1975. Ainsi des collégiens interrogés ont préféré le sort du chien à celui du loup. Curieux ! Car il m'est arrivé de poser la même question aux adolescents qui m'étaient confiés — et qui presque toujours préféraient le sort du loup à celui du chien. Ce qui prouve qu'un révolutionnaire aussi éprouvé que le rédacteur du propos a formé des conformistes prêts à sacrifier la liberté au bien-être... tandis qu'un contre-révolutionnaire avéré, comme moi, a formé des révoltés. Encore un miracle de la dialectique !

entraînés où nous ne voulons pas aller... » (*Le Monde* du 25 décembre 1975.)

Ainsi, une Europe dirigée par un organisme supranational, élu par les peuples français, anglais, allemand de l'Ouest, italien, belge, hollandais, luxembourgeois... pourrait nous entraîner... où nous ne voulons pas aller ? Où donc, citoyen Hernu ? Les guerres de 1914 et de 1939 auraient-elles pu éclater, si ce pouvoir supra-national avait existé ? Et cette Europe pourrait-elle encore délibérer sur son avenir, si elle n'avait été libérée par l'intervention américaine ?

Mais le P.C.F. n'est pas tenu aux exercices de style des équilibristes socialistes. Il le dit nettement en sa fameuse déclaration. Ce qui est reproché essentiellement à notre gouvernement : « *C'est le refus d'une grande politique de coopération avec le monde socialiste, de renonciation à une expression indépendante de la France dans les négociations internationales, au bénéfice de l'Europe des Neuf.* »

Et c'est là que tout s'éclaire — TOUT. Les attaques contre les socialistes, la surenchère communiste, ... tout cela n'avait pas d'autre objectif que d'affaiblir la Gauche... car à Moscou on jugeait Giscard plus utile à l'U.R.S.S. qu'un Mitterrand mal dégagé des séquelles de la vieille S.F.I.O. de Jaurès et de Guesde...

Giscard ne s'est pas révélé aussi... « gaulliste » qu'on l'espérait à Moscou. Alors on envisage sérieusement un Mitterrand porté par un jacobinisme nationaliste, germanophobe, américanophobe, répudiant l'antimilitarisme (cf. Maurice Duverger - *Le Monde* du 26-12-75), comme le patriotisme européen, soutenu par une masse au sein de laquelle se confondraient communistes et gaullistes.

On a suggéré que c'est peut-être, sur l'ordre de Moscou que le parti communiste français formule des critiques contre la régime soviétique... dont on apprécie la vanité.

Ce n'est peut-être pas vrai, mais ce n'est pas invraisemblable.

Le plus navrant dans cette affaire, c'est d'entendre les chefs socialistes se féliciter de cette spécificité... « occidentale »... ou plutôt « *nationale* » du parti communiste. On est enthousiasmé par cette indépendance à l'égard d'une Internationale que d'ailleurs Staline a détruite, après l'avoir asservie.

Cela veut-il dire que pour les socialistes d'ici, la critique des régimes dits socialistes de l'Est ne sera tolérée que si elle ne trouble pas les rapports entre les partis constituants de la gauche.

Lorsque Loubet reçut le couple impérial russe en 1902, *l'Assiette au beurre* publia un numéro admirablement illustré dans lequel on recueillait les déclarations de *Jaurès*, de *Francis de Pressensé*, d'*Anatole France*, opposant à l'alliance avec le tzar sanglant, la fraternité avec les révolutionnaires russes déportés en Sibérie.

Lorsque Mitterrand ou d'autres chefs socialistes voyagent — avec quelque pompe — en U.R.S.S., à Cuba, en Chine... pensent-ils à entrer en contact avec les militants de LEUR Internationale socialiste ? Il leur faudrait visiter les prisons... et les « fosses communes ».

Mais l'internationalisme... voilà encore aujourd'hui... matière à révision.

Roger HAGNAUER.

P.S. — Est-il encore permis, dans *la R.P.*, de condamner la résolution de l'O.N.U. assimilant le sionisme au racisme ? — J'espère avoir le droit d'évoquer bientôt les débats ouverts sur le racisme, au sein de cette Union pour la vérité dont se réclamaient les savants les plus éminents, les esprits les plus libres...

Le sionisme à son origine avait-il un caractère racial ? En fait, il entendait accomplir la prophétie « solennelle » de chaque Nouvel An juif, depuis la Diaspora : l'*An prochain, à Jérusalem !* »... orgueilleuse anticipation non d'*une race*, mais d'*un peuple* élu par Javeh. Il serait demeuré l'expression d'une nostalgie plus rituelle que réelle, s'il n'avait représenté un espoir de libération et de survie, pour les victimes d'un antisémitisme qui s'est manifesté par les pogroms, les persécutions, l'ostracisme motivé par des intérêts sordides, le racisme hitlérien, la solution finale hitlérienne...

La religion — disait Louzon, en parlant d'ailleurs de l'islamisme — c'est le refuge de peuples persécutés, qui se replient naturellement sur eux-mêmes.

Les chefs arabes — ceux qui ont diffusé les fameuses prophéties de Sion, sinistre invention de l'Okhrana — qui pratiquent d'ailleurs, chez eux, un racisme agressif — sont les seuls responsables de survivances religieuses et sionistes, que les immigrés israéliens étaient naturellement disposés à abandonner...

Il serait aberrant de prétendre à l'existence d'une race juive. Il est criminel et odieux de justifier par la condamnation d'un racisme impensable, la coalition, dominée par des dictatures militaires et des Etats totalitaires, contre un peuple profondément attaché aux libertés fondamentales, qui vient de le prouver par l'élection, comme maire de Nazareth, d'un communiste, élu sur un programme pro-palestinien. J'attends que l'on me présente un tel exemple de libéralisme dans les Etats arabes, dans les camps palestiniens, dans l'Europe soviétisée... en Chine ou à Cuba...

R.H.

DES IDÉES... DE LA POÉSIE... ET DES HOMMES

SOMMES-NOUS DES BOURGEOIS ?

Le 19 novembre 1937, Paul VALERY pouvait affirmer, devant un parterre de vrais et faux bourgeois, mêlés d'étudiants :

« Notre époque manifeste un abaissement indéniable de l'esprit, une diminution des besoins de poésie »,
dont il trouvait une des raisons dans la disparition des « métiers créateurs ». Et il constatait que « depuis un siècle et demi le Peuple ne produit plus des poèmes, des chansons... »

Les trente ans qui se sont écoulés depuis n'ont fait que confirmer cet avilissement de l'esprit, et du peuple. Cependant, il semble que depuis quelques années un espoir est né. Autour de moi je vois tant de jeunes de 15 à 25 ans, qui n'utilisent la musique mécanique que pour mieux juger de leurs progrès personnels (à la guitare, au piano, à la trompette, à l'orgue...) ; — qui dédaignent souvent ce poste de télévision devant lequel les parents s'endorment religieusement chaque soir, pour courir au cinéma, ou au théâtre, ou s'enfermer dans leur chambre pour lire, ou discuter, ou composer au piano ou à la guitare quelques nouvelles mélodies qui se perdent au hasard de l'inspiration.

Et combien de couples, mariés ou non, qui s'installent à la campagne, remettent à neuf des vieilles maisons, en faisant appel souvent à quelque vieil artisan du coin ; se lancent courageusement dans la poterie, la peinture, la fabrication de bijoux, la menuiserie, ou l'imprimerie ; — décident d'éditer des revues nouvelles de poésie tirées à 100 ou 500 exemplaires, à la ronéo, ou sur de vieilles machines rouillées ; — créent des troupes de théâtre qui s'attaquent aux chefs-d'œuvre du passé comme à des pièces d'auteurs inconnus ; — décident de publier un journal sans publicité (bravo !), et parviennent à se faire une place au milieu du marais de la presse bourgeoise ou politicienne (je pense entre autres à LIBERATION dont la R.P. aurait dû saluer plutôt la sympathique réussite !)

Tout cela ne serait-il pas le signe d'une lente révolution dans les mœurs, et d'une renaissance POPULAIRE que nous devrions marquer d'une pierre ?

Plutôt que de ressasser avec nostalgie sur une soi-disant « littérature prolétarienne » des années 1930, dont on n'a jamais su vraiment ce qu'elle était, ni si elle a décidément existé ! Ah ! ces textes « prolétariens » sur le « ciment », ou « l'usine », la reconstruction, ou la guerre civile ! Ces poèmes d'anniversaires, que publiaient les revues plus ou moins « internationales » de l'époque ! Quel horrible galimatias époustouflant et ennuyeux, prétentieux et ridicule ! Quelle fausse littérature sans poésie et sans vérité, aussi bourgeoise au fond que le feulleton quotidien du « Petit Journal » (encore que celui-ci avait des lecteurs, lui !)

Mais qu'est-ce qu'un bourgeois ?

L'auteur du « Cimetière marin » en donnait déjà une définition qui n'a pas besoin d'être actualisée :

« Le BOURGEOIS vous le reconnaîtrez facilement... à ce fait que cet homme (ou cette femme) qui peut être très instruit, plein de goût ; sachant très bien admirer les œuvres qu'il faut admirer, n'a pas, cependant, un BESOIN ESSENTIEL DE POESIE OU D'ART... » (1)

Etant bien entendu qu'il existe plus de poésie dans un travail artisanal bien fait, le tracé d'une route qui souligne un paysage, ou qui ouvre un horizon neuf au promeneur attentif, une maison à la mesure de l'homme, un jardin paysan, ... que dans un de ces innombrables poèmes « de notre temps » qui, sur du beau papier — ou du moins beau... — alignent des mots, ou des lettres, ou des signes, dont l'auteur est seul (et encore ce n'est pas sûr !) à connaître quelle émotion poétique est à son origine et quel lecteur en sera touché !

---

(1) P. Valéry - Œuvres T. I, bib. La Pléiade, p. 1380.

ACTION et POESIE

C'est bien le moment de donner la parole à mon ami qui, après avoir écrit une centaine de poèmes plus ou moins rimés sur l'Amour et les Roses... s'avise de vouloir définir à son tour une nouvelle poésie militante ! Et de me faire remarquer — avec une pointe d'ironie — que son « Apprentissage » (op. n° 77 !...) pouvait se présenter sous forme de vers rimés du genre :

« A 17 ans, qu'il est dur, sur le chantier
De mon père, dans ce village du Midi,
Au soleil d'août, l'apprentissage du métier !
Mes camarades d'étude, l'après-midi,
etc... »

Mais, à des vers irréguliers, qu'ajoute donc la mise en valeur de la rime ?

Cette fois, en tout cas, pour fêter son n° 100, en six volets prétentieux — ainsi le lecteur pressé pourra ne lire que six lignes — le poète de service s'explique !

LAISSER COULER DES MOTS

Le long des berges de mémoire,
Creuser au fond de soi,
Soulever le dernier voile des apparences,
Briser les chaînes du sens,
Arracher les racines mêmes de l'écriture...

S'élever, peu à peu, jusqu'à la vérité première,
Qui est l'inaccessible source de vie,
Par les mille chemins tortueux de la connaissance,
Et la recherche passionnée de l'expression
Dont la pointe acérée atteindra le lecteur !

Non point la mélodie rimée
Qui endort l'impatience
Sous le balancement gratuit
De tant de phrases inutiles
Porteuses de mensonges !

Mais la férocité de l'Idée nette,
Dans sa pureté novatrice,
Le cri de joie, ou de haine,
L'éclat de vie qui nous sauvera
De l'ennui des heures sans mémoire,
Et de la peur affreuse du néant...

ASSEZ D'OBSCURS GEMISSEMENTS

Sur l'incompréhension du monde,
Et l'impossible communication,
Au temps où les machines raisonnantes
Adressent leurs messages au-delà du soleil !

Assez de larmes littéraires
Sur l'immonde réalisme imparfait
Où la passion du jeu, de l'argent, du pouvoir,
a précipité notre siècle !

L'absurdité de notre civilisation mécanique
Doit être rejetée, dénoncée, expliquée,
Aux masses méprisées par les Intellectuels
A l'esprit méandrique et vague !

La poésie doit redonner à l'homme,
Perdu dans le travail sans joie,
Sans cesse agressé par les tentations vaines,
Le goût d'une autre vie,
L'instinct de l'essentiel !

QUE LES MOTS SOIENT DES ARMES VIVANTES

Et ma flèche bien ajustée :
Non pas contre l'absurdité du monde
Mais contre les tueurs d'un monde juste !
Non pas contre un incompréhensible destin,
Mais contre les assassins d'une possible humanité !

Il faut laisser aux démolisseurs d'un langage
Qui devrait être messager
D'amitié, de bon sens et de joies,
Le jeu du paradoxe, des images tordues,
Des rencontres étranges où le rêve
S'efforce d'ennuager le sens !

PLUTOT DIRE LA VIE TELLE QUE NOUS LA VOULONS

Et comme elle est parfois,
Quand au prix d'une lutte obstinée,
Au soir d'une journée harassante,
Dans sa maison tranquille au bord de la colline,
Le plus humble des travailleurs,
Maçon de son état sans doute,
Goûte le temps du calme au chant du rossignol...

Ou bien CRIER l'injustice,
Jeter au vent de l'histoire
Ces graines souvenirs des « J'ACCUSE » éclatants !
Saluer d'un hourrah les grèves victorieuses,
Chanter les révoltes fraternelles,
Pour un monde où la LIBERTE s'épanouiera enfin,
Créatrice de JOIE !

MARQUER DE POEMES PIERRES

Le lent chemin sinueux des révolutions,
Dénoncer les scandales d'un régime
Où le mépris des humbles et la passion du gain
Tuent l'esprit et l'amour !
Fustiger les lâches de la politique,
Cingler de féroces pamphlets
Les parasites de l'art « moderne »
Dont l'obscurité cache le néant ;
Les poètes qui décomposent la phrase
Et vont, mêlant les mots du hasard,
Pour mieux dissimuler un vide misérable...

DEVOILER LES MENSONGES

En économie comme en littérature,
Des slogans prétentieux ou vulgaires,
De la « spirale Prix-Salaires »
Comme de l'écriture « en décomposition » !

Mais accepter les hommes tels qu'ils sont !
Que notre haine soit celle des choses,
Des idées fausses, des partis de la peur,
Ou des livres médiocres !
Jamais celle des individus, trompés peut-être,
Ou seulement « imbéciles » !

Vous, les « Poètes-je-pense-que »,
Larbins efféminés de l'absurde,
Détracteurs patentés d'une littérature populaire,
Nouvelles précieuses ridicules asexuées
Qui traînent les salons de la nouvelle Ecole,
Quêtant un brin de renommée,
TAISEZ-VOUS !

SEULE, LA VERITE, DANS LE MONDE ACTUEL

Mystérieux et changeant
Mérite l'exploration patiente
Et le raffinement !

Non point l'absolue Vérité, l'abstraction,
Impossible limite des philosophes...
Mais sur chaque problème vivant,
L'inflation, comme l'Angola,
Le sionisme ou l'avoir fiscal,
La peine de mort, comme la vitesse,
L'école ou la famille, la grève ou l'auto-gestion,
Sur chacune de ces questions posées
Par le Sphynx du XXe siècle,
Tenter de répondre avec simplicité,
Jusqu'aux limites extrêmes de la parole
Qui conduit à l'ACTION novatrice
Et non à l' « à quoi bon » destructeur
De volontés !

ET QUE NOS CHANTS RETROUVENT L'AUDIENCE POPULAIRE

Comme tant de refrains ridicules,
Mais où se réfugie sans doute
Le dernier appel du peuple
A la POESIE !

AVENTURE EN CORSE

— II —

Avez-vous jamais lu, dans un journal de « la Côte » (la Côte des nouveaux truands de la Bâtisse !), une annonce du genre :

« Recherche urgent barmaids, hôtesses, 50 F par j., log. nour., pourb. tél. ... »

Sans travail, sans diplôme, marre des études, et des réflexions désabusées du père, FRANÇOISE D..., après avoir téléphoné au numéro indiqué, débarque un soir de mai 197... sur un aéroport corse.

Derrière un bar, de 9 heures à 23 ou 24 heures, elle y fait son apprentissage « du métier », souriant aux grosses plaisanteries des habitués ; parfois elle termine la nuit dans une « Boîte » des environs. Mais ce n'est pas toujours marrant : dès qu'une fille seule se promène dans les rues, une meute de vieux cochons, ou de jeunes excités, se met à renifler et à courir comme après une femelle en chaleur. Françoise ne joue pas à la pucelle indignée ! Il y a déjà pas mal de temps que... Mais elle veut choisir ! Alors il lui arrive quelques mésaventures. Par exemple d'être abandonnée sur une route à 6 ou 8 kilomètres du village, vers 4 heures du matin, par une bande de jeunes corniauds un peu saoûls à qui elle a refusé de servir de « paillasson » !

Et puis, impossible avec ces horaires de profiter de la mer ! Le bar, les repas « en famille » — la mémé, la femme, la fille, la sœur, le gendre, au service du Chef, avachi sur son fauteuil, superbe connard déjà bien imbibé d'alcool — et puis le bar, — la nuit — la chambre, on recommence... A peine une heure, parfois, l'après-midi, pour courir à la plage. Mais alors, si on est seule, il y a toujours un Corse excité, sûr de lui, qui se précipite, à croire que ces gars-là sont privés de femme depuis... dix ans !

Quand le patron d'un « dancing à alcool » voisin de quelques kilomètres offre à Françoise une place de barmaid, mais seulement pour la nuit — liberté de la journée — une chambre sur la mer — 50 F plus les pourboires — et dans la salle, à première vue, trois filles sympathiques qui dansent en riant avec les clients — elle n'hésite pas, malgré le sourire en coin de son ancien patron, brave type au fond (« Méfie-toi, petite, hé ! Ça sera pas toujours rigolo là-bas... Enfin, tu verras ») ; mais on oublie de lui régler la dernière semaine !

Bah ! C'est enfin la belle vie des vacances. Levée à 11 heures, Françoise file à la plage, parfois jusqu'à l'heure d'ouverture du bar. Si on l'embête, elle plonge et file au large, jouant dans l'eau comme un poisson... Puis, derrière le bar, elle est comme protégée, rigole, encaisse les pourboires, boit un peu ; les filles sont gentilles avec elle, le patron aussi...

Mais un soir, tout se gâte. Parce qu'elle a accepté de « passer dans la salle » (1 F par verre + 10 F par bouteille de champagne consommés par les clients !) — une bagarre (deux gifles, et retour bien sûr) avec une ancienne de la maison, la rousse LILI, la « putain de classe », qui l'accuse de lui faucher ses clients ! Le Patron s'en mêle et... met LILI sur la touche, ce qui flatte drôlement la nouvelle entraîneuse.

Deux jours plus tard, à l'ouverture, alors que le dancing est encore vide, une autre des « hôtesses », « MADO l'étudiante » (20 ans à peine, ou 18 ?) pleure dans un coin et raconte, par bribes, son histoire.

(A suivre.)
Jean MAGRI.

ERRATUM

Quelques lignes « sautées » ont rendu incompréhensible un paragraphe de l'article de MAGRI dans notre numéro de décembre (page 10, bas de la première colonne). Il faut rétablir comme suit ce paragraphe :

« Mais voilà que, déjà, je retourne à la bagarre avec des affirmations sans preuves qui ne sont qu'impression de lecteur, abonné depuis... quarante ans peut-être, ex-militant du P.C., de la C.G.T.U. puis de la F.E.N., dégoûté il y a ving ans de tant d'activistes brouillons et de tant d'arrivistes du syndicalisme enseignant, de tant de petits menteurs ou de médiocres politiciens infiltrés. »

PARMI NOS LETTRES

Au sujet de la réunion d'abonnés

De FAUCIER (Loire-Atlantique) :

« Bonne idée, cette assemblée des abonnés. Il conviendrait même de décider d'en faire une chaque année, soit en réunion de travail, soit en repas amical de discussion où le point serait fait sur les problèmes du moment et de la revue. Dans les temps ingrats que nous traversons où l'incohérence règne jusque dans le mouvement ouvrier, on a parfois besoin de se sentir les coudes, de se retremper parmi des amis sûrs. Rien de tel pour cela que des rencontres où l'on s'enrichit à la fois d'idées et de cette chaleur humaine si nécessaire. »

Une maladresse seulement ?

De WALUSINSKI (Saint-Cloud) :

« Je trouve que Gallienne est bien bon de juger le vote de l'O.N.U. sur le sionisme seulement « maladroit » parce que les Arabes n'en tirent aucun avantage. C'est justifier le pire si ça rapporte. Quant à moi, je ne vois pas pourquoi les Arabes auraient le droit d'être pro-arabes alors que les Juifs n'auraient pas le droit d'être sionistes. »

Un compliment en passant...

De Jean MOREAU (Val-de-Marne) :

« Laisse-moi te dire l'intérêt que suscite chaque mois la lecture de la R.P., seule revue authentiquement libre où peuvent s'exprimer les différents points de vue de la pensée ouvrière. »

Si la R.P. s'appelle R.P., ça n'est pas pour rien !

De RIVIERE (Var), réponse à MAGRI :

« Ton papier « ni prolétaires, ni révolutionnaires » fait passer dans la R.P. un souffle d'air pur. C'est ainsi que je l'ai ressenti.

Mais tout de même si la R.P. s'appelle R.P., ça n'est pas pour rien. Ce qui ne l'empêche pas de s'intéresser à tous les problèmes humains, même s'il s'agit de femmes ou d'hommes n'étant ni prolétaires, ni révolutionnaires. Dans les deux exemples que tu cites, le premier est tout de même prolétaire. En ce qui concerne le second, son « héroïne » n'est-elle pas victime de la machine capitaliste ?

Tu poses, au travers de ton papier, bien d'autres problèmes. Ne voulant pas alourdir ma lettre, je reste sur ce premier point.

Bien sûr, un peu de poésie est utile. Si je t'ai bien compris et je suis bien d'accord, il ne faut pas que l'arbre nous cache la forêt, mais il ne faut pas non plus que la forêt nous empêche de voir l'arbre ; en d'autres termes il ne s'agit pas que la lutte collective nous fasse oublier l'individu.

Je voulais attendre les réactions d'autres camarades. On verra bien. Tu sauras au moins que tu as eu un écho, même si tu trouves que cet écho déforme ta voix. »

En réponse à Jean Moreau

Du même :

« Jean Moreau fait, dans « la R.P. » de décembre, le procès du CERES. C'est son droit... Je prends pour moi les accusations qu'il prodigue. Me voilà chargé de trois péchés : le dogmatisme, l'opportunisme et le révolutionnarisme !

C'est une chose d'affirmer en pratiquant l'amalgame, en mélangeant le molletisme, le guesdisme et le « chevènementisme ». C'en est une autre de démontrer... Mon propos n'est pas d'ouvrir dans « la R.P. » un débat sur les courants de pensée dans le parti socialiste, il sera tout simplement de demander à Jean Moreau, et aux camarades intéressés : 1°) d'abord de s'informer ; 2°) ensuite de comparer les écrits et les actes ; 3°) de juger en sachant de quoi on parle.

A lire ou à relire donc : la collection des cahiers du CERES ; les ouvrages de J.-P. Chevènement (Le Vieux, la Crise, le Neuf), de Pierre Guidoni (Histoire du nouveau parti socialiste) ; de Michel Charzat et Ghislaine Toutain (Le CERES, un combat pour le socialisme)... »

Une autre réponse à Jean Moreau

De R. LE RAI (92) :

« J'ai lu avec satisfaction le papier de Jean Moreau dans « la R.P. » de décembre. Il apporte une contribution utile à nos débats ; il peut éclairer les incertitudes des militants trop souvent sous l'influence d'une presse dénuée d'impartialité et d'information objective. La lutte ouvrière de chaque jour requiert une analyse sérieuse à la fois pour juger de son issue et de son efficacité qui n'a rien à voir avec les slogans de « l'agit-prop ». Or, actuellement du fait de la crise économique et de la solution politique, seule issue pour certains, des conflits sont engagés sans précaution préalable et facilitent le jeu patronal. Les réflexions sur le comportement des tendances socialistes, d'avant-hier ou d'hier, nous montrent les singulières aberrations d'attitudes démagogiques dans l'opposition pour aboutir à la passivilité dans l'exercice du pouvoir... »

Sur le nationalisme arabe

De FOURGEAUD (83) :

« ... Ayant vécu vingt-cinq ans au Maroc, je suis particulièrement sensible aux prises de position sur le problème palestinien, en fait le problème arabe. Pour moi, si la colonisation, plus exactement le maintien de la colonisation et du colonialisme, n'est pas défendable, la naissance d'un nationalisme arabe me paraît dangereuse. Nous savons trop où conduit le nationalisme. Les Arabes sont facilement passionnés et leurs dirigeants abusent de cette facilité, mélangeant socialisme et religion comme en Algérie, ou nationalisme et religion comme au Maroc. Il y a un esprit latent de revendication religieuse (la guerre sainte n'est pas un mythe dans l'esprit populaire) qui est entretenu savamment et qui, de façon inconsciente, est comme une chose allant de soi. Cela est inquiétant et dangereux... »

Un aspect nouveau

De PUECHAGUT (Nîmes) :

« ... l'article de Jean Magri « ni prolétaires, ni révolutionnaires » donne un aspect nouveau à la littérature imprimée couramment dans « la R.P. », aspect nouveau qui me permettra d'être un abonné continu de « la R.P. » ; s'il n'était pas venu, j'aurais peut-être été un ancien abonné.

Cet ami qui doit être jeune, a fort bien compris que, comme prolétaires, on ne trouve en France que des Espagnols, des Portugais, des Arabes... et des commerçants dépassés. Où sont les prolétaires parmi nous, à « la R.P. », tant rédacteurs qu'abonnés ?... »

A propos de tendances syndicales

De Jean DUPERRAY (Saint-Etienne) :

Gallienne et d'autres, mais aussi l'actualité syndicale, enseignante en particulier, ont ramené à l'avant-scène le problème de la vie des tendances. Puisque nous avons à discuter et clarifier, que pense-t-on de cette notion même à « la R.P. » et parmi ses lecteurs ?

Le fait de ne pas vouloir que l'on fasse de notre revue-témoin, l'organe d'une tendance. Le fait de rappeler le principe fondamental qui nous réunit, celui du noyau depuis toujours : « faire prédominer la conscience de classe sur l'esprit de tendance, de secte, ou de parti ».

Le fait d'avoir pu militer toute une vie sans me situer avec une précision rigoureuse dans une tendance donnée ne me font nullement considérer comme secondaire le problème de la vie des tendances et de la vie des syndiqués par rapport à elle.

La motion d'orientation BONISSEL-VALIERE, charte de base de l'unité syndicale maintenue de la F.E.N. lors de la grande scission syndicale, affirmait comme l'une des premières conditions de l'unité et de la démocratie syndicales : le droit d'expression, d'organisation et de confrontation des tendances au sein du mouvement syndical ainsi que le libre choix, à bulletin secret, par tous les syndiqués, à intervalles réguliers, de la tendance et de l'orientation assumant la responsabilité majoritaire exécutive de la direction, sous contrôle statutaire d'organismes administratifs périodiques (sections, comités cantonaux, conseils syndicaux, conseils nationaux, congrès) composés géographiquement, à la proportionnelle des tendances, et par élections. Or, aucune centrale syndicale, sauf la F.E.N., n'admet cette légalité interne. La C.F.D.T., par exemple, en condamne le principe même, et, au sein même de la F.E.N., à côté de minorités qui l'affirment insuffisamment appliquée, une nouvelle formation s'y oppose, en proposant, à la place, comme plus démocratique... j'avoue n'avoir pas bien compris quoi...

C'est là une des questions fondamentales de principe du syndicalisme même... de celles qui passionnaient « la ligue syndicaliste » quand Monatte préconisait : l'unité syndicale corporative de base, d'abord ! *Alors, pour ou contre les tendances organisées ?...*



Pour l'ouvrage sur nos 50 ans

De Jean TEILHAC (66) :

Ci-joint un chèque — arrondi pour les recettes de poche de « la R.P. » — ma souscription pour un exemplaire de l'ouvrage sur le cinquantenaire de « la R.P. » que prépare Alexandre Croix, dont j'aime bien et depuis longtemps le coup de plume.

CEUX QUI S'EN VONT

Daniel MARTINET

Une triste nouvelle vient de tomber alors que nous étions occupés à ce numéro : le camarade, l'ami *Daniel Martinet* a succombé à une crise cardiaque pendant qu'il voyageait en Jordanie.

Tous ceux qui l'ont connu à quelque titre que ce soit ressentiront douloureusement cette nouvelle. C'était un camarade si bon, si dévoué, si fraternel. Combien d'amis eurent à le connaître comme médecin-chirurgien, chef de clinique des hôpitaux de Paris ! Il les accueillait avec la bonhomie cordiale du camarade.

Car il était des nôtres, profondément, en digne fils du poète militant Marcel Martinet, un du premier « noyau » de *la R.P.* Quand il arrivait dans une de nos réunions, l'atmosphère se détendait au souffle de son amitié ouvertement offerte. Et ceux qui l'ont connu naguère, dans les randonnées dominicales des « Amis de la Nature » se rappelleront aussi sa franche camaraderie, son caractère loyal et généreux.

Pour toutes ces raisons et d'autres encore, *Daniel Martinet* vaut qu'on parle ici plus longuement de lui. Cela sera fait, comme il convient, dans notre prochain numéro. Aujourd'hui, alors que la fatale nouvelle nous frappe, saluons-le avec émotion et adressons à sa femme et à ses enfants l'hommage que nous devons à la mémoire d'un ami.

*

Nicolas LAZAREVITCH

Le militant Nicolas Lazarevitch est mort le 24 décembre 1975. Il avait quatre-vingts ans.

Il était en Russie après les révolutions de 1917. Il fut certainement l'un des premiers opposants vraiment ouvriers au cours dictatorial imposé par les bolcheviks. Travaillant à l'usine, il voulut constituer un syndicat indépendant du pouvoir. Il fut mis en prison où il resta plus de deux ans. Une campagne menée dans le mouvement ouvrier et dans laquelle la « Révolution Prolétarienne » prit sa part, parvint à le faire libérer et à le faire sortir de l'U.R.S.S. Il se retrouva, pour y militer activement, en Belgique d'abord, bientôt en France. Il travailla dans le bâtiment, puis il fut pendant toute la dernière période de sa vie, correcteur d'imprimerie. Retraité, il participait toujours aux assemblées générales de son syndicat.

Nicolas Lazarevith était un militant d'une grande conscience et d'un caractère très ferme et très entier, ce qui le rendait parfois d'un commerce difficile. C'était aussi un homme d'une grande culture.

Encore une abonnée "très en colère"

"JE RESTE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE"

Dans les deux derniers numéros de *la Révolution prolétarienne* nous avons rencontré des « *abonnés en colère* » mais les doigts d'une seule main suffirent à les compter. Cela signifie peut-être que d'autres, comme moi-même, ne s'étaient pas encore manifestés ou qu'ils ressentent cette tristesse découragée que l'on éprouve en prenant conscience d'une trahison.

J'avais toujours pensé que la *R.P.* était *une tribune* ouverte à tous les camarades pouvant se réclamer du Mouvement ouvrier et désirant discuter de leurs problèmes *à condition, bien sûr, qu'ils fussent révolutionnaires.* (Sur ce dernier point, je me réfère au titre et au sous-titre de la revue, ainsi qu'au nom de son fondateur). C'est dire que les fascistes en sont exclus et que les réformistes y sont indésirables. Il n'est pas question ici de sectarisme mais seulement de fidélité. Si les révolutionnaires se sont lourdement trompés sur ce qui leur paraissait essentiel, du moins si la majorité d'entre nous estimait qu'il en fût ainsi, c'en serait évidemment fini de cette Maison qui nous fut si chère. Mais alors, c'est le titre et le sous-titre qui devraient être changés...

C'est avec une certaine morosité que je vois, dans la revue, les pages occupées par F.O. C'est trop souvent que je lis dans la presse locale des communiqués où ses responsables annoncent que l'organisation « *ne s'associera pas* » à tel et tel mouvement. Les manifs *unitaires*, fussent-elles *antifranquistes*, se déroulent sans eux. Et je peux bien dire, puisque j'en ai l'occasion, que F.O. débuta dans mon département sous l'égide des autorités préfectorales, policières et académiques, ce qui, ajouté au goût morbide de la négociation, ne rendait pas leurs promoteurs bien crédibles aux yeux des révolutionnaires du coin. Que les choses aient changé quant à la dignité, c'est probable, mais pour les entreprises capitalistes, leur sagesse rassure tout autant !

J'en arrive, par une pente toute naturelle, au compte rendu du congrès du S.N.I. Ce compte rendu, je le lus dès l'arrivée de la revue, un certain matin d'octobre, et j'en fus tout éberluée. Pour moi, son auteur n'était pas, ne pouvait pas être un abonné de la « Révolution prolétarienne »...

Barthélémy Barlet est I.U.D., ce qui serait acceptable, bien sûr, si les dirigeants de cette tendance ne travaillaient pas à détruire toute démocratie syndicale au sein du S.N.I. Etant majoritaire, ce camarade n'aime pas les minorités excepté F.U.O., ce que nous comprenons très bien étant donné l'appui apporté à Ouliac par cette tendance. Et des autres, il fait un amalgame qui n'est sûrement pas des plus honnêtes. Le liant est constitué par cette fameuse motion préjudicielle dont on évite de vous dire de qui elle émanait. C'était une motion de la Dordogne qui fut en général présentée dans les A.G. départementales, avant de l'être au congrès par des camarades de « Syndicalisme Vivant ». Rien à voir avec U. et A., par conséquent !

Barlet n'est pas plus précis lorsqu'il vous annonce, dans son compte rendu, que cette motion « avait pour objectif de retirer de l'ordre du jour, au dernier moment, une question dont l'étude avait été fixée il y a deux ans au congrès de Pau ». On comprend qu'il aurait été gêné d'avoir à écrire, dans « la Révolution prolétarienne », *qu'aucun vote n'a eu lieu dans les sections pour mandater les délégués au congrès sur ce point.*

Comme on est loin de la motion Bonissel-Valière votée au congrès du S.N.I. de mars 1948 et qui précisait dans son article 11 :

« *Nécessité du mandatement des délégués aux diverses instances délibératives, le délégué devant toujours exprimer localement par ses votes l'opinion ou les diverses opinions des membres de l'organisation qui l'ont mandaté.* »

Au S.N.I., les statuts adoptés à la Libération ont été systématiquement vidés par I.U.D. de leur contenu démocratique :

— disparition de l'interdiction de faire plus de trois mandats consécutifs au Bureau national,

— substitution de la règle de la plus forte moyenne à celle du plus fort reste pour le calcul de certains sièges,

— disparition du débat d'orientation dans les congrès.

Et voici que le congrès de Saint-Etienne décide, enlevant toute autonomie aux sections, que les élections, au B.N. comme à la base, ainsi que la consultation sur le rapport moral se feront désormais *par correspondance.* Autrement dit, on va faire voter au coin du feu tous ces adhérents qui n'éprouvent pas le besoin de participer à des *débats*, tous ces immobiles, tous ces silencieux qui ne reçoivent guère que la prose U.I.D. tout au long de leur carrière.

La motion Bonissel-Valière proclamait « Liberté totale d'expression et de discussion par la parole et par l'utilisation de la presse syndicale ». Cherchez les tribunes libres dans *l'Ecole Libératrice* !

Que la corporation enseignante soit formée d'éléments dispersés, nous le savons. Mais il fut un temps où l'on trouvait quand même le moyen de s'assembler pour les décisions importantes, décisions qui étaient précédées de larges discussions. Les statuts des sections précisaient que les A.G. étaient *souveraines* ; autrement dit que la souveraineté était collective. N'est-ce pas là le principe de toute démocratie ?

Par suite des dispositions nouvelles, *le débat*, pourtant si essentiel, ne sera plus indispensable. Les syndiqués n'auront plus à se déranger. « L'Ecole Libératrice », qui, à vrai dire, ne libère pas grand-chose, apportera à chacun la bonne parole qui sera pour beaucoup parole d'évangile. Les minoritaires, qui n'ont pas la revue à leur disposition, ne pourront guère se faire entendre. Comment des gens, qui se disent démocrates, ont-ils pu aboutir à de telles conceptions ? *C'est le triomphe de cette bureaucratie* dont les fondateurs de « la Révolution prolétarienne » avaient pu apprécier ailleurs toute la malfaisance. On a sans doute voulu se défendre contre des progrès possibles d'U. et A., mais, en cherchant bien, on eût trouvé des solutions plus valables pour le syndicalisme !

Quant à moi, qui suis de l'Ecole Emancipée depuis plus de cinquante ans, j'ai fort apprécié la caricature qu'en a donnée Barlet ! Je fais partie du « *ramassis* », camarades, et en qualité d'ancienne, je demande à ce correspondant de « la R.P. » s'il pense avoir, lui, le défenseur du syndicalisme new-look, quelque chose « *à voir avec l'E.E. des anciens* » ?

Un ramassis, nous dit Larousse, est un assemblage de personnes viles. L'E.E. n'a jamais été monolithique et elle n'a jamais été vile. Les jeunes, qui y sont nombreux, sont en général pleins de courage. Ce que j'ai de commun avec eux semble tout à fait étranger de Barthélémy Barlet. Il m'apparaît qu'il eût été mieux inspiré de choisir, pour écrire dans « la Révolution prolétarienne », des formules plus conformes au *syndicalisme révolutionnaire* » et un ton plus fraternel.

Louise CAZAUBON.

Informations syndicales

« IL FAUT RELANCER L'EUROPE »

Au cours d'une réunion du Comité Economique et Social des Communautés, siégeant à Bruxelles.

Jean Rouzier, secrétaire Confédéral de Force Ouvrière et membre du Comité Economique et Social des Communautés, a mis l'accent sur l'importance qui s'attache à la relance de la construction européenne étant donné :

- la résurgence des nationalismes à tous les niveaux, surtout face à la crise qui, au lieu d'unir, divise ;
- les évolutions économiques et politiques mondiales : pétrole, matières premières, situation en Extrême-Orient, au Moyen-Orient, en Italie, au Portugal. Conférence d'Helsinki avec ses retombées et ses prolongements possibles qui pourraient ne pas être tous en faveur du renforcement de la démocratie.

***

A noter que le représentant de la CGT française a vivement combattu l'Union Européenne ce qui n'est qu'une confirmation de positions bien connues et que les syndicats italiens — y compris ceux de la CGIL — plus réalistes souscrivent à l'Europe.

SUR LES GARANTIES DE JUSTICE

Dans un récent article d'André Bergeron dans l'hebdomadaire de Force Ouvrière on peut lire :

« Nous avons été amenés à réagir après les déclarations de M. de Charette, juge d'instruction à Béthune. Et qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agit naturellement pas de minimiser la responsabilité des entreprises dans les accidents du travail. Nous n'avons cessé de dénoncer les employeurs qui, par intérêt ou par négligence, ne respectent pas la réglementation protégeant les travailleurs dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité. Depuis qu'elle existe, la Confédération Force Ouvrière exige des gouvernements le renforcement des pouvoirs des inspecteurs du travail et l'octroi de crédits permettant d'en augmenter le nombre.

Ce qui est en cause ce sont les propos publics du juge d'instruction assimilant notamment la responsabilité de l'accident du travail en cause « à un meurtre prémédité ». Si M. Chapron est coupable il devra être condamné. Mais il n'est pas possible d'admettre que, tant que le jugement n'est pas rendu, un juge, de Charette ou un autre, tienne de tels propos...

***

LA C.F.D.T. TELLE QU'ELLE SE VOIT

D'un article de Jacques MOREAU, secrétaire national, dans « Syndicalisme » du 8 janvier :

Les formes de dépendance sont multiples. Il y a celles, visibles, de liaisons sous des formes diverses avec des organisations politiques ou autres. Il y a celles, plus occultes, des liaisons avec certains bureaux ou cabinets ministériels. Il y a aussi celles qui résultent à la fois de l'absence d'analyse de la société, de perspectives à proposer aux travailleurs et finalement d'actions. La liste n'est pas close.

Nous prétendons, à partir de notre expérience et de notre réflexion collectives, que la seule indépendance authentique est celle qui se fonde sur la capacité des organisations confédérées et de la confédération :

- à analyser elles-mêmes la société et leur propre situation ;
- à construire leurs propres perspectives à long terme et donc à avoir sous une certaine forme un projet ;
- à élaborer avec les travailleurs les revendications et à déterminer leurs méthodes et moyens d'actions.

Une organisation incapable de remplir par elle-même l'ensemble de ces fonctions et d'assumer ces tâches ne peut pas prétendre à l'indépendance. Sans stratégie, on devient le jouet des pouvoirs ou des forces plus puissantes.

La perspective de la C.F.D.T., élaborée par ses militants et ses organismes responsables, fondée sur le capital des luttes menées par les travailleurs et les adhérents est claire. L'émancipation des hommes et des femmes de ce pays passe par la lutte contre la logique du système capitaliste et l'instauration d'un socialisme démocratique autogestionnaire qui doit permettre à chacun et à chacune de maîtriser l'existence collective et individuelle. La construction du socialisme implique l'existence d'un syndicalisme totalement libre à l'égard des pouvoirs. Il ne peut pas être gestionnaire. Il lui appartient de représenter les intérêts et les aspirations de tous les salariés, d'animer le débat collectif, de préparer et de former les travailleurs pour leurs tâches de gestion.

Loin de remettre en cause l'existence des syndicats ou de les intégrer à l'appareil d'Etat ou à l'appareil économique, nous estimons que leur rôle et leurs fonctions dans un régime socialiste autogestionnaire devront se développer en pleine autonomie. Nous affirmons, notamment, que la négociation des accords, des conventions, sous diverses formes, demeurera une de leurs tâches essentielles. Mais il faut bien s'entendre. Un accord, une convention collective, n'ont pas de valeur en eux-mêmes. C'est, à un moment donné, la cristallisation d'une certaine situation dans laquelle différents éléments entrent en ligne de compte. C'est un compromis. Pour qu'il soit valable et qu'il ait une véritable signification, il est nécessaire que certaines conditions soient remplies. Il n'existe pas de bons compromis à blanc. Il ne peut y en avoir que si chacun a pu mesurer les forces et les capacités de l'autre.

QUI PAIERA LE DEFICIT DE « CONCORDE » ?

Le Parti communiste et la C.G.T. sont décidés à soutenir le « Concorde » et à boycotter les compagnies aériennes américaines si les Etats-Unis n'autorisent pas l'avion supersonique français à se poser chez eux.

Il serait déjà paradoxal qu'on impose aux Américains notre « Concorde », alors qu'ils ont rejeté le leur. Parmi les raisons de ce rejet, il en était une qui devrait faire réfléchir le Parti communiste et la C.G.T. Elle a été exprimée par un sénateur américain, qui a dit à peu près ceci : je ne veux pas faire payer des impôts aux contribuables pour permettre à quelques milliardaires de voler en avion supersonique.

Eh oui, car il était prévu pour le « Concorde » américain, tout comme ça été le cas pour le « Concorde » français, que le coût de sa construction inévitablement déficitaire serait supporté par les contribuables.

La construction du « Concorde » a déjà coûté plus de dix milliards de francs lourds aux contribuables français. Son exploitation sera déficitaire. Qui paiera donc le déficit : les contribuables, bien entendu, c'est-à-dire essentiellement les travailleurs.

Alors, travailleurs, le Parti communiste et la C.G.T. vous demandent de payer des impôts pour permettre à vos capitalistes de prendre « Concorde ».

ENTRE NOUS

Il n'y a pas que certains abonnés qui ont le droit d'être en colère. L'équipe rédactionnelle, « le noyau » comme l'on dit, peut l'être à son tour. Comment ! voilà une revue, unique en son genre, qui veut être une tribune pour militants, une tribune vraiment libre. Et voilà que certains camarades révèlent une conception très particulière de la liberté ! Ils oublient qu'elle suppose le droit intégral de « penser autrement ». Ils réagissent avec passion, perdent leur sang-froid, se sentent personnellement visés par une critique impersonnelle, y répondent dans un langage qui oublie la camaraderie et la fraternité. Sera-t-il dit que la vieille « R.P. » mourra d'avoir voulu être une tribune libre, vraiment libre ? Ne serions-nous pas guéris du sectarisme qui fait un ennemi du compagnon qui voit les mêmes choses autrement ?

Il y en a parmi nous qui nous disent : votre sous-titre annonce une revue « syndicaliste révolutionnaire » ; donc, seuls les syndicalistes révolutionnaires ont le droit de s'y exprimer. Même en pure logique, cette conclusion est fort contestable. En outre, elle suppose qu'il y a un monopole du syndicalisme révolutionnaire, que certains se l'arrogent et dénient aux autres le droit de s'en revendiquer. En réalité, le syndicalisme révolutionnaire englobe plusieurs tendances. C'est ce qui faisait jusqu'ici l'originalité de la « R.P. », et aussi sa raison d'être, qu'elle les accueillait toutes, et même qu'elle ouvrait ses colonnes à tout abonné qui trouvait chez elle le climat de tolérance et de liberté qu'il n'avait nulle part ailleurs.

La « R.P. » n'est pas l'organe d'une tendance, encore moins celui d'une tendance dans une industrie déterminée, l'enseignement par exemple. A l'intention de ceux qui font appel à l'autorité de ses fondateurs, rappelons que dans le manifeste de la Ligue Syndicaliste qui figurait en première page de la revue, on lisait que le but est de « faire prédominer la conscience de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti ».

C'est le moment sans doute de remettre les choses au point. Le « noyau » actuel n'accepterait certainement pas que la « R.P. » s'ajoute à la troupe, déjà trop nombreuse à son gré, des périodiques qui défendent, chacun pour sa part, une « vérité » quasi révélée. Ici, on est occupés à reconstruire, les uns et les autres, une maison habitable pour tous les travailleurs libres.

Nos amis abonnés sont invités à donner leur avis et, pratiquement, à dire si « la R.P. » doit continuer sans se renier. Nous les convoquons dès maintenant pour le premier samedi de mars, le 6 mars par conséquent. *Ils trouveront dans notre numéro de février une convocation plus précise. Nous voudrions qu'ils réservent dès maintenant leur après-midi de ce samedi-là.*

En attendant, souscrivez, si vous ne l'avez déjà fait, aux deux ouvrages dont nous vous rappelons le titre et l'intérêt dans ce numéro.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE DECEMBRE 1975

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.819,00	
Abonnements de soutien	891,60	
		2.710,60
Souscription		660,49
Vente au numéro		115,00
Compte Editions		106,00
Total des recettes		3.592,09
En caisse au 1-12-75		2.433,12
		6.025,21

DEPENSES

Frais de déplacement	143,00
En caisse au 31-12-75	5.882,21
	6.025,21

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Palix (13), 60 ; Vonau (75) 100 ; Fichet (93) 100 ; Nan (31) 60 ; Y. Lévy (95), 100 ; Le Rai (92), 80 ; M. Duval (75), 80 ; Fornerod (Suisse), 60 ; Devarennes (75), 100 ; Calvel (75), 75 ; Giraud (91), 76,60. — Total : 891,60 F.

SOUSCRIPTION

Le Bras (75), 20 ; Deruest (Bruxelles), 110,49 ; Deck (75), 20 ; Andrieu (06), 50 ; Antoinette (75), 200 ; Birocheau (79), 50 ; Caps (33) 10 ; Marie-Louise (75), 200. — Total : 660,49 F.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.

Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1er DECEMBRE. — Le président des U.S.A., Gerald Ford, arrive à Pékin pour une visite officielle de cinq jours.
— A Rome, s'ouvre le Conseil Européen des « Neuf » Valéry Giscard d'Estaing y représente la France.

MARDI 2. — L'état de siège partiel est levé à Lisbonne et le président Costa Gomes fait appel à la fraternité et à la tolérance.
— Journée d'action nationale de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Les arrêts de travail affectent surtout les chemins de fer dans la banlieue parisienne.
— En Hollande, des « terroristes » réfugiés des îles Moluques en Indonésie, arrêtent un train de voyageurs et les retiennent en otages.

MERCREDI 3. — Harold Wilson, premier ministre britannique, accepte finalement, au Conseil Européen de Rome, la représentation unique de la communauté européenne à la conférence Nord-Sud sur l'énergie et les matières premières.

JEUDI 4. — Deux secrétaires départementaux de la C.F.D.T. sont arrêtés pour « entreprise de démoralisation de l'armée ».
— Des raids israéliens au Liban ont fait une centaine de morts dans les camps de réfugiés palestiniens.

VENDREDI 5. — Le déficit de l'U.R.S.S. en céréales inquiète le monde occidental en raison des répercussions de la demande de l'U.R.S.S. sur le marché international.

SAMEDI 6. — Le « suspense » continue en Hollande avec le train immobilisé par les terroristes sud-moluquois et la quarantaine d'otages qui restent en leur pouvoir.
— La C.F.D.T., après sa manifestation contre la répression aux armées, appelle à une riposte unitaire à l'agression du pouvoir.

DIMANCHE 7. — Le président des U.S.A., Gerald Ford, est rentré de son voyage en Chine après une étape significative en Indonésie et aux Philippines.

LUNDI 8. — Le nombre des inculpations et arrestations dans l'affaire de « démoralisation de l'armée » s'élève maintenant à plus d'une vingtaine.
— Au Liban, après le retour du médiateur français, Couve de Murville, la guerre civile reprend plus sanglante que jamais.

MARDI 9. — Des désaccords se font jour entre la C.F.D.T. d'une part, la C.G.T. et le parti communiste d'autre part, sur la question de l'armée, des comités de soldats et sur la riposte à opposer à la répresion gouvernementale.
— Nouvelles arrestations de socialistes en Espagne ; le syndicaliste Camacho, libéré il y a une semaine, est de nouveau incarcéré.

MERCREDI 10. — Le président Giscard d'Estaing arrive en Egypte en visite officielle.
— Le procès de Serge Kovaliev est ouvert à Vilnius, capitale de la Lituanie ; membre de « Amnesty International », il est accusé de « diffusion de matériaux diffamant l'Etat ».
— A Nazareth, ville d'Israël à population arabe, des élections municipales donnent une large majorité au parti communiste « Rakah ».

VENDREDI 12. — Le syndicaliste espagnol Camacho est remis en liberté par le nouveau gouvernement désigné par le roi Juan Carlos.
— L'Assemblée générale de l'O.N.U. invite la France à accorder immédiatement l'indépendance au territoire des Afars et Issas (Djibouti).

SAMEDI 13. — Au cours de sa visite en Egypte, le président Giscard d'Estaing s'arrête à Ismaïlia, sur le canal de Suez, l'un des points chauds de la guerre israélo-arabe.
— Le Bureau politique du Parti Communiste Français s'interroge et interroge l'U.R.S.S. sur les camps de concentration et les prisonniers politiques. Cependant, le biologiste contestataire Serge Kovaliev est condamné à sept ans de camp « à régime sévère » et à trois ans d'exil pour « calomnies contre l'U.R.S.S. ».

LUNDI 15. — Le président Giscard est de retour à Paris après son voyage en Egypte où il a notamment conclu un accord pour une industrie arabe de fabrication d'armements.
— L'enquête sur l'agitation dans l'armée française se développe par des perquisitions aux sièges de la Ligue Communiste (trotskyste), du P.S.U. (parti socialiste de gauche autonome) et du groupe « Révolution ».
— Le projet du nouveau plan quinquennal en U.R.S.S. reste ambitieux dans ses objectifs, mais relativement modeste notamment pour la production de biens de consommation.
— Le commando du train de Beilen (Pays-Bas) qui détenait encore vingt-quatre otages, s'est rendu.

MARDI 16. — A Paris s'ouvre la conférence « Nord-Sud » pour la coopération entre pays industrialisés et pays en voie de développement.
— Les différentes instructions de la Cour de Sûreté de l'Etat concernent, à cette date, quarante et un inculpés, vingt-trois détenus dont six militaires.

MERCREDI 17. — Ouverture à La Havane du premier congrès du parti communiste cubain, en présence des représentants de quatre-vingt-six partis communistes.
— Par autorisation ministérielle, un secteur du Commissariat à l'Energie Atomique, celui de la production des combustibles nucléaires, est transformé en société anonyme.

JEUDI 18. — A Paris, la C.G.T. la C.F.D.T. et les partis de gauche manifestent contre la politique générale du gouvernement ; sur le même parcours et derrière eux, les groupements d'extrême-gauche précisent leurs mots d'ordre contre la répression et pour la libération des soldats et militants emprisonnés. De son côté, la Confédération Générale des Cadres manifeste contre « le déplafonnement » des cotisations pour la Sécurité Sociale.
— En Angola, se précise le conflit entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. qui soutiennent en armements l'un ou l'autre des mouvements nationalistes qui s'affrontent.
— Pour la première fois depuis le XXe congrès, la « Pravda » de Moscou reprend l'éloge de Staline.

VENDREDI 19. — A Paris, fin de la conférence Nord-Sud sur l'énergie et les matières premières : vingt-sept délégations des pays industrialisés et des pays en voie de développement, désignent quatre Commissions de travail.
— En Argentine, rébellion militaire qui met en question la présidence d'Isabelita Peron.
— A la suite des désaccords sur la solidarité avec les soldats et militants emprisonnés et après la manifestation commune du 18 janvier, Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., déclare au « Monde » : « La C.G.T. n'est pas sur une ligne unitaire mais sur celle du parti communiste ».

SAMEDI 20. — En réponse à la « Pravda », « l'Humanité » de Paris reprend sa condamnation de l'antisoviétisme, mais aussi sa réprobation de certaines formes de la répression politique en U.R.S.S.

DIMANCHE 21. — Le premier ministre Chirac se rend à la Guadeloupe ; son voyage se poursuivra à la Martinique et en Guyane.
— A Vienne (Autriche), des terroristes investissent la salle de réunion des ministres des pays producteurs de pétrole ; ils tuent un policier et une fusillade fait plusieurs blessés. Une quarantaine de diplomates sont retenus en otages.

LUNDI 22. — Après un accord avec le chancelier Kreisky, les terroristes et leurs otages sont transportés à bord d'un avion. Il atterrit à Alger où les otages sont relâchés sauf dix ministres des pays intéressés qui sont emmenés vers une autre destination.

MARDI 23. — L'avion « pirate », parti de Vienne, revient à Alger, après un passage à Tripoli. Les terroristes libèrent les derniers otages et se livrent aux autorités algériennes.

VENDREDI 26. — Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., est en visite officielle en Turquie.

SAMEDI 27. — En réponse à une grève de quelque trois cents ouvriers de l'atelier des presses, la direction de la Régie Renault dont le nouveau P.D.G. vient d'entrer en fonction, fait démonter une partie de l'outillage et confie le travail à une entreprise extérieure.

LUNDI 29. — Le travail a repris à l'usine de carrosserie-montage de la Régie Renault ; des négociations ont lieu après cette reprise ; la direction s'engage à réintégrer les matrices évacuées.
— Plus de trois cents mineurs restent ensevelis dans une mine de charbon de Chasnalla, en Inde.
— La tension s'aggrave entre l'Algérie et le Maroc au sujet de l'ex-Sahara espagnol ; des troupes algériennes sont concentrées à la frontière marocaine.

MARDI 30. — L'Algérie et la Libye affirment leur identité de vues, plus particulièrement sur le Sahara occidental.
— Une bombe explose à l'aéroport de La Guardia (New York) ; elle fait onze morts et de nombreux blessés.

MERCREDI 31. — Un accord est conclu entre le Commissariat de l'Energie Atomique et la firme américaine Westinghouse en matière de recherche nucléaire et de construction de réacteurs nucléaires.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire n° 22.071.